



Tirage/Auflage/Tiratura: 10'000

JOURNAL /// ZEITUNG /// GIORNALE

LSCV

Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux
Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres
Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale
www.lscv.ch

Trimestriel - No 61 /// Septembre /// September /// Settembre 2018

Votre mobilisation a sauvé des dizaines de milliers d'animaux d'une mort atroce

IPSEN met fin aux tests sur les animaux pour le Botox !

C'est une grande nouvelle que nous avons annoncé le laboratoire pharmaceutique IPSEN : son test cellulaire « Cell-Based Assay » a été validé par la Suisse et l'Union Européenne en remplacement des animaux pour le test de ses produits DYSPORT et AZZALURE.

Contenu en Français,
p. 2 - 13

Ihr aktiver Einsatz hat Zehntausende Tiere vor einem qualvollen Tod gerettet

Ipsen macht Tierversuchen für Botox ein Ende!

Gute Neuigkeiten vom Pharmaunternehmen Ipsen: Sein zellbasiertes Testsystem (Cell-Based Assay) wurde in der Schweiz und der Europäischen Union als tierfreie Testmethode für die Produkte Dysport und Azzalure zugelassen.

Inhalt Deutsch S. 14 - 25



La vostra mobilitazione ha salvato decine di migliaia di animali da una morte atroce

IPSEN pone fine ai test sugli animali per il Botox !

E' una grande notizia che ci ha annunciato il laboratorio farmaceutico IPSEN : il suo test cellulare « Cell-Based Assay » è stato convalidato dalla Svizzera e dall'Unione europea in sostituzione degli animali, per testare i suoi prodotti DYSPORT e AZZALURE.

Contenuto in italiano, p. 26 – 38

Mémento

Chaque don compte !

La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Selon votre lieu de résidence, les dons sont généralement déductibles de vos impôts. Utilisez le bulletin de versement dans ce journal ou procédez par e-banking pour vos dons ou cotisations. Cotisation annuelle minimale : CHF 15.-

Si cela est possible, préférez les versements par ordre de paiements ou e-banking qui sont gratuits. Chaque versement au guichet postal est facturé par la Poste entre CHF 1.50 et CHF 3.55.

Un immense merci !

Les legs sont exonérés d'impôts

La LSCV est reconnue d'utilité publique et les dons et legs qu'elle reçoit ne sont pas taxés fiscalement.

Vous souhaitez nous rendre visite ?

Nous vous accueillons avec plaisir les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, dans les locaux de notre siège situé à Genève.

Adresse

Chemin des Arcs-en-Ciel 3 - 1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Adresse courrier

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

Cotisations et dons

Depuis la Suisse

Compte n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Depuis l'Europe en EURO

Compte n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Institut : PostFinance, Nordring 8,
3030 Bern

Titulaire : Ligue Suisse contre
l'expérimentation animale et pour
les droits des animaux

Adresse : Case postale 148,
1226 Thônex

Librairie café LSCV Happy Books

Ouvert du lundi au samedi,
9h00 - 19h00. Cuisine 100% végane.
Rue Hans-Geiler 2
1700 Fribourg
026 321 12 67
happybooks@lscv.ch

Personnes de contact

Vous avez une question concernant le domaine de l'expérimentation animale, un projet à réaliser en lien avec la protection des animaux ou le fonctionnement de la LSCV ?

Notre Président Luc Fournier vous répondra volontiers! Contactez-le : l.fournier@lscv.ch

Vous souhaitez organiser des actions, manifestations ou vous avez envie de rejoindre un groupe de militants actifs ?

Pour la Suisse alémanique,
contactez (en allemand) notre Co-vice-président Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Pour la Suisse romande,
contactez (en français)
notre secrétaire du comité Laurianne Nicoulin et notre Co-vice-président Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Vous avez une question administrative ou d'ordre général, vous souhaitez obtenir le contact direct d'un des membres du Comité ? Contactez par mail ou au 022 349 73 37 notre secrétariat : Laurianne Nicoulin (français, anglais) ou Charly Pache (allemand), les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 16h00.



Vous avez une question concernant les aliments pour chiens et chats non testés sur les animaux ? Contactez petfood@lscv.ch

Vous avez une question concernant les actions politiques menées pour la protection des animaux dans notre Parlement fédéral ? Contactez info@animaux-parlement.ch

En tant que membre, vous recevez notre journal 4 x par année

N'oubliez pas de nous annoncer votre changement d'adresse. La Poste nous facture CHF 2.-- par journal retourné et ne communique plus les nouvelles adresses. Si vous ne recevez pas votre journal, n'hésitez pas à nous contacter! Les périodes de distribution sont : mars, juin, septembre ou octobre, décembre.

Contribuez à la diffusion des informations

Vous souhaitez distribuer notre journal dans les boîtes aux lettres de votre quartier ou ailleurs ? Nous vous enverrons avec plaisir le nombre d'exemplaires souhaité.

IMPRESSIONUM Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux (LSCV)

La LSCV a été fondée à Genève en 1883, dans le mouvement antivivisectioniste né en Angleterre dans les années 1870. La LSCV est une association conforme aux termes de l'article 60 du Code civil suisse. Son fonctionnement, son activité, ses objectifs, la nomination de son comité et l'utilisation de ses avoirs sont fixés par les statuts de l'association, adoptés à l'occasion de l'Assemblée Générale de ses membres le 30 juin 1978. Le siège de la LSCV se trouve à Genève. Un bâtiment acquis sur la commune de Thônex y accueille ses bureaux depuis 1993.

Conformément à l'art.2 de ses statuts, la LSCV vise l'abolition totale de la pratique d'expériences médicales, scientifiques ou commerciales sur l'animal vivant. Elle s'engage pour obtenir sur l'ensemble du territoire suisse, une législation qui garantisse la défense et le respect des droits de l'animal, et pour permettre l'amélioration constante de cette législation et pour contrôler en permanence son application stricte. Elle promeut et encourage financièrement la création de nouvelles méthodes de recherche scientifique permettant la suppression de l'expérimentation animale. Elle encourage et soutient particulièrement les méthodes dites substitutives (ou alternatives), lesquelles font appel à des tissus ou cellules humaines (modèles *in vitro*) provenant par exemple de biopsies pratiquées en milieu hospitalier, ou de données bio-informatiques (modèles *in silico*). Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal en français, allemand et italien édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés en français par la LSCV et traduits /// **PAO et maquette :** LSCV ///

Impression : sur papier recyclé 80 gm² /// **Adresse :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Services pour les membres

Liste des cosmétiques non testés sur les animaux

Télécharger en ligne notre liste mise à jour dans la rubrique «cosmétiques» Pour la recevoir au format papier, contactez le bureau LSCV.

Information militante

De nombreux flyers, dépliants, autocollants et autre matériel d'information peuvent vous être envoyés gratuitement. Contactez-nous. Liste du matériel : rubrique «édition» www.lscv.ch



BIEN-ÊTRE ANIMAL PLUTÔT QU'ÉLEVAGE INDUSTRIEL ALIMENTS ÉQUITABLES OUI JA ZU «FAIR FOOD»

LE 23 SEPTEMBRE 2018

Édito

Chers Membres, amies et amis de la Ligue, Chers lectrices et lecteurs,

C'est une magnifique nouvelle que nous avons reçue d'IPSEN à la fin du mois d'août. L'annonce de la fin des tests sur les animaux pour la production des produits à base de toxines botuliques, couronne de succès plusieurs années de campagnes menées contre les trois principaux producteurs de Botox.

Pour viser notre principal objectif, l'abolition de l'expérimentation animale sous toutes ses formes, nous pouvons mener plusieurs actions de front. Du lobbying auprès des élus et des administrations, le soutien et financement de projets de recherche qui permettent le remplacement des animaux, et des actions de sensibilisation et d'information auprès du public. Concernant celles-ci, on nous demande souvent si nos pétitions servent réellement à quelque chose. Une pétition mal rédigée, lancée sans réflexion ou objectif précis peut effectivement être inutile. Mais le cas d'IPSEN nous rappelle qu'une action qui vise juste et qui peut potentiellement atteindre les intérêts moraux ou économiques d'une société, peut être terriblement efficace. Avec de la patience et de la persévérance, il est possible de changer une situation qui au départ semblait immuable.

Ces prochaines semaines devraient également nous apporter de bonnes nouvelles, avec la préparation avec nos collègues de l'OIPA

et ATRA, de la conférence prévue à l'ONU pour soutenir la résolution du Parlement européen visant une interdiction mondiale des tests sur animaux pour les cosmétiques.

Le traitement de notre initiative cantonale « Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale » par les politiques devrait être moins joyeux. Une première audition de la LSCV par le Grand Conseil genevois est prévue le 28 septembre. La campagne de votation qui devrait intervenir en 2019 nécessitera beaucoup de ressources de notre part. Ne serait-ce que pour contredire les mensonges que le Conseil d'Etat n'hésitera pas à communiquer à la population.

Beaucoup d'autres actions de terrain sont prévues ces prochains mois. N'hésitez pas à vous engager à nos côtés. L'abolition de l'expérimentation animale passera notamment par la prise de conscience au sein de la population que l'abandon de l'utilisation des animaux serait non seulement éthique, mais aussi plus efficace pour la recherche médicale. Pour diffuser ces informations, nous avons besoin d'aide. Chaque action, même petite, compte.

Soyez toutes et tous infiniment remerciés pour votre aide constante. Sans vous, rien ne serait possible.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et vous adressons nos amicales salutations.

Luc Fournier
Président



Oui le 23 septembre à l'initiative Fair Food – Pour des aliments équitables

L'initiative protège-t-elle réellement le « bien-être animal » ?

Pas vraiment, puisque notre législation considère les actuelles normes de détention comme respectueuses des animaux. Même pour ceux qui sont détenus une grande partie de leur vie à l'attache. Même pour ceux qui seront mis à mort.

Malgré tout, d'un point de vue de protection des animaux, cette initiative reste une avancée importante. Son acceptation par la population, permettra d'empêcher l'importation de viande issue d'élevages en batterie ou industriels encore plus misérables. Tels que pratiqués dans de nombreux pays comme le Brésil, les Etats-Unis, la Chine ou les Etats de l'Union européenne, notamment pour la volaille et les lapins.

Pour ces raisons, on ne peut qu'espérer que le oui sera majoritaire dans les urnes le 23 septembre prochain.





IPSEN met fin aux tests sur les animaux pour le Botox

C'est une grande nouvelle que nous a annoncé le laboratoire pharmaceutique IPSEN : son test cellulaire « Cell-Based Assay » a été validé par la Suisse et l'Union Européenne en remplacement des animaux pour le test de ses produits DYSPORT et AZZALURE.

Ces produits à base de toxine botulique A, distribués en Suisse par une filiale de Nestlé, sont notamment utilisés à des fins esthétiques pour combler les rides du visage. Cette toxine est tellement virulente que chaque lot doit être testé sur des groupes d'animaux, selon le procédé de la DL50 (dose létale 50), soit la dose tuant 50% des animaux dans d'effroyables souffrances par paralysie musculaire. Leur agonie par étouffement peut durer plusieurs jours.

Une campagne d'actions qui a atteint sa cible

Cette victoire récompense une dizaine d'années d'actions et de campagnes menées dans toute l'Europe avec nos collègues de l'ECEAE contre les trois principales entreprises pharmaceutiques produisant du Botox : les sociétés Allergan, Merz et Ipsen.

La première pharma à avoir développé un test remplaçant les animaux a été la société Allergan, suite à un investissement de 65 millions de dollars. Son test cellulaire a d'abord été autorisé en 2011 pour la distribution de ses produits aux Etats-Unis et au Canada, puis en Suisse en janvier 2012.

Mis sous pression, Merz a lui aussi développé un test cellulaire en 2015, validé aujourd'hui dans 36 pays.

Restait la société IPSEN, qui, il y a encore quelque mois, se désolait que l'on entame à nouveau en juillet 2018 « une semaine d'action ciblant Ipsen et notre



(leur) partenaire Nestlé (...) compte tenu de nos récentes annonces concernant notre test basé sur les cellules ».

IPSEN confirmait le 29 août 2018 avoir enfin obtenu la validation de son test cellulaire, et annonçait poursuivre ses démarches auprès des autorités réglementaires « à travers le monde afin d'obtenir une approbation dans les plus brefs délais ».

Merci ! Votre mobilisation a sauvé des dizaines de milliers d'animaux d'une mort atroce

C'est grâce à votre soutien à toutes et tous que cet important résultat a été obtenu. Notre pétition « STOP à la mort lente et effroyable de milliers d'animaux pour les produits esthétiques distribués par Nestlé ! » devait être remise au siège de Nestlé ces prochaines semaines, munie de 60'000 signatures. Sans campagnes d'informations publiques menées contre ces pharma, sans pétitions régulièrement organisées pour relancer l'intérêt des consommateurs sur ce sujet, aucune pharma n'aurait dépensé des millions de francs pour épargner quelques dizaines de milliers d'animaux chaque année.

Aucune action en faveur des animaux n'est inutile !
Mille mercis à toutes et tous pour votre soutien constant, sans lequel rien ne serait possible !

Botox

Nos rides valent mieux que des tests cruels sur les animaux

Nullius in verba

Tirage/Auflage/Tiratura: 10'000
JOURNAL // ZEITUNG // GIORNALE
LSCV



Fribourg - Classement de notre pétition

Singes sous cocaïne à l'Université de Fribourg : pour un arrêt immédiat des expériences!

Le 22 février 2018, la LSCV déposait au secrétariat du Grand Conseil fribourgeois les 19'000 signatures de sa pétition demandant l'arrêt immédiat des expériences menées sur des singes sous cocaïne à l'université de Fribourg. Un courrier visant le même objectif était aussi envoyé au Conseiller d'Etat Jean-Pierre Siggen, en charge de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport.

En ligne de mire de la pétition, des doutes sérieux concernant plusieurs points de la procédure administrative, laissant penser que l'autorisation n'aurait pas dû être délivrée.

Des données faciles à contrôler, tant par les députés du Grand Conseil que par le Conseil d'Etat. Il suffisait d'obtenir une copie des chiffres 61 à 63 du formulaire de la demande d'expérimentation animale remplie par le chercheur. Rien de bien compliqué ni problématique, aucune information contenue dans ces trois chiffres ne relevant du secret de la recherche. Consulter ce document, aurait pu démontrer deux choses :

- 1) La LSCV se trompe et toute la procédure a été correcte ;
- 2) la LSCV a raison. Et en ce cas, l'expérience doit être suspendue, les responsabilités identifiées et des mesures mises en place pour que ces abus ne se reproduisent plus.

Pour éviter que la deuxième possibilité soit rendue publique, les députés du Grand Conseil et le Conseil d'Etat ont choisi la voie attendue : ne rien contrôler au motif que tout est déjà parfait. Posture plutôt commode sachant que la LSCV ne peut contraindre légalement l'Université à rendre public le document en question.

été « *examiné attentivement en séance ordinaire* ». La commission s'abrite elle aussi derrière « *l'autonomie* » et la « *liberté d'enseignement et de recherche* », que lui confère la loi cantonale sur l'Université. C'est toujours pratique, une loi, surtout quand elle vous permet de reprendre la sieste. La commission dans un ultime effort rappelle encore à quel point « *la procédure d'autorisation d'expériences sur des animaux telle qu'appliquée dans le canton de Fribourg est connue et le niveau des exigences qu'elle requiert est particulièrement élevé* ». Bravo pour la pomme. Enfin, la commission, visiblement sans avoir consulté aucun document, conclut : « *Aucun élément ne suggère une quelconque violation de processus dans le cas qui fait l'objet de votre pétition (...) et la commission ne saurait admettre que la probité et l'éthique des personnes impliquées soient l'objet de suspicions ou de dénigrements* ».

Aucune remise en question des procédures expérimentales sur les singes

Pour le Conseil d'Etat fribourgeois, tout va bien

Première réponse arrivée (1), celle du Conseiller d'Etat Jean-Pierre Siggen le 22 mars 2018. Si le Conseiller d'Etat reconnaît en préambule avoir la tâche d'exercer « *la haute surveillance* » de l'Université, il s'en décharge par la suite au motif que celle-ci bénéficie de la « *liberté d'enseignement et de recherche* », « *Il ne m'appartient pas de me prononcer sur le contenu scientifique des expériences menées ni sur les approches méthodologiques choisies* » écrit encore le Conseiller d'Etat.

Fort bien, mais tout ce blabla ne répond en rien au problème soulevé : la procédure administrative ayant abouti à la délivrance de l'autorisation d'expérimenter des singes a-t-elle été menée conformément au droit ? Aucune réponse pertinente à ce niveau. Le Conseiller d'Etat n'a visiblement pas voulu en savoir trop. Seul intérêt du courrier reçu, la confirmation que l'expertise scientifique du projet n'a effectivement pas été menée

par le FNS (Fonds national suisse pour la recherche scientifique), auquel le chercheur faisait référence, mais par « *une fondation privée, qui a conduit sa propre expertise scientifique en toute indépendance* ». Ouille. On s'attend au pire. Des petites fondations obscures, il en existe des centaines. Certaines sont même créées par les chercheurs eux-mêmes. Quel est le nom de cette fondation ? Nous ne le saurons pas.

Pour le Grand Conseil fribourgeois, tout va bien aussi

En date du 16 juillet 2018, la LSCV envoie une relance aux membres de la commission des pétitions du Grand Conseil fribourgeois. Nous demandons à être auditionnés afin d'expliquer de vive-voix les points litigieux soulevés et faire état des sources qui confortent notre position. La commission se presse de nous répondre (2) le 19 juillet pour nous dire que tout va bien. Et puisque tout va bien, le dossier a été bouclé après avoir

Quelle finalité possible ?

La loi étant ainsi faite, il est impossible pour la LSCV de s'engager dans une plainte pénale à l'encontre des autorités ou de l'université, pour les contraindre à rendre publics les points litigieux. Puisque ni le Conseil d'Etat ni les députés du Grand Conseil ne veulent agir, ces expériences continueront. Avec des commissions soi-disant « d'éthique » alibis, composées à majorité de chercheurs et sympathisants des milieux académiques, la situation n'est pas prête à changer. Ces expériences qui sont une insulte à la dignité doivent cesser et nous poursuivrons notre combat pour les abolir.

(1) https://www.lscv.ch/wp-content/uploads/2018/08/2018-03-22-CE-a-LSCV_petition-Fribourg.pdf

(2) <https://www.lscv.ch/wp-content/uploads/2018/08/2018-07-23-Comm-petition-a-LSCV-Fribourg.pdf>



Global ban – Résolution du Parlement européen

Pour une interdiction mondiale des tests sur les animaux pour les cosmétiques



Adoptée le 3 mai 2018 par le Parlement européen à une majorité écrasante de 620 voix contre 14, la résolution (2017/2922 (RSP) vise à étendre l'interdiction au sein de l'Union européenne (UE) des tests sur les animaux pour les produits cosmétiques, à l'ensemble des nations (1).

En vigueur depuis 2013 au sein de l'UE, le règlement sur les cosmétiques interdit non seulement les tests sur les animaux pour les ingrédients qui composent les produits, mais aussi l'importation de tout produit qui ne répond pas aux conditions de la directive.

Malheureusement, l'interdiction européenne n'a pas vraiment suscité d'ému-lation : 80% des pays dans le monde autorisent encore les tests sur les animaux pour les produits cosmétiques. On estime qu'environ 500'000 animaux sont utilisés chaque année dans ce but.

Selon une enquête Eurobaromètre (2) menée en mars 2016, 89% des citoyens de l'UE estiment que l'UE devrait faire davantage au niveau international pour promouvoir une plus grande sensibilisation au bien-être animal. La résolution demande ainsi « que le règlement sur les cosmétiques soit utilisé comme modèle pour l'introduction au niveau international d'une interdiction des tests sur les animaux pour les cosmétiques et d'une

interdiction du commerce international des ingrédients et produits cosmétiques testés sur les animaux, avant 2023 ».

Pour atteindre cet objectif, le Parlement invite la Commission, le Conseil, les États membres et les présidents des institutions de l'Union européenne, à utiliser leurs réseaux diplomatiques et à agir en faveur d'une interdiction mondiale des tests sur les animaux, lors de réunions avec leurs homologues. La résolution doit être transmise au secrétaire général des Nations unies à l'occasion de la prochaine réunion de l'Assemblée générale de l'ONU.

Le Parlement invite également la Commission à s'engager de manière proactive auprès de toutes les parties, en commençant par celles qui soutiennent l'interdiction mondiale des tests sur les animaux, les ONG et les représentants de la société civile, pour faciliter le dialogue sur les avantages et les mérites d'une interdiction internationale.

Pour un soutien inconditionnel de la Suisse à la résolution Global ban

Membre de l'ONU depuis 2002, la Suisse doit naturellement soutenir la résolution du Parlement européen. La LSCV participe activement aux actions de lobbying auprès de nos administrations et politiques afin qu'ils s'engagent dans cette voie. Il est éthiquement inacceptable qu'en 2018, on expérimente encore des animaux pour des produits comme les cosmétiques.

(1) <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2018-0202+0+DOC+XML+V0//FR>

(2) Il s'agit d'un sondage réunissant 1000 personnes de chaque pays, réalisé pour divers services de la Commission européenne ou d'autres institutions de l'UE.

Ligue Suisse contre l'Expérimentation Animale et pour les Droits des Animaux

Organisation Internationale pour la Protection des Animaux

Association Suisse pour l'Abolition de la Vivisection

ABOLITION DE L'EXPÉRIMENTATION ANIMALE POUR LES COSMÉTIQUES

UN DÉBAT SUR UNE RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

VEN 16 NOVEMBRE

DE 10,00 À 18,00

PALAI DES NATIONS

BUREAU DES NATIONS UNIES À GENÈVE.

PALAI DES NATIONS, 1211 GENÈVE, SUISSE

PROGRAMME

10:00 Max Molteni
Organisation Internationale pour l'Abolition de la Vivisection (ATRA). Président ATRA
"L'ATRA, ses buts et activités, la résolution du Parlement Européen du 3 mai 2018 sur une interdiction globale de l'expérimentation animale pour les cosmétiques"

10:30 Bruno Fedi
Ligue Internationale des Médecins pour l'Abolition de la Vivisection (LIMAV)
"Le combat pour mettre fin à l'expérimentation animale dans les cosmétiques partout et pour toujours"

11:00 Kerry Postlewhite
Croyez Free International (CFI). Directeur Relations et Engagements Globaux de CFI
"La campagne pour mettre fin à l'expérimentation animale dans les cosmétiques partout et pour toujours"

11:30 questions/débats

13:00-15:00 pauses déjeuner

15:00 Max Molteni
Organisation Internationale pour l'Abolition de la Vivisection (ATRA). Président ATRA
"L'ATRA, ses buts et activités, l'importance de lutter anti-expérimentationiste dans le monde"

15:30 Tamara Zietek
Médicaments Contre l'Expérimentation sur les Animaux Allemagne (MAAF). Directrice Scientifique chez MAAF
"L'innovation ou la fin de l'expérimentation animale: les actuels modèles in vitro pour la recherche sur les cosmétiques"

16:00 Daniel Favre
Ligue Suisse Contre l'Expérimentation Animale et pour les droits des animaux (LSCV). Représentant de la LSCV au sein de la Commission Vaudoise sur l'Expérimentation animale
"Qu'est-ce que l'interdiction favorise l'innovation?"

16:30 questions/débats

ENTRÉE GRATUITE APRÈS INSCRIPTION

Lien pour s'inscrire: <https://reg.unog.ch/event/25958/>

Pour plus d'information contacter alexandre.michienzi@oipa.org ou international@oipa.org

Organisation à Genève d'une conférence à l'ONU pour soutenir l'interdiction

En vue d'inciter la Confédération à soutenir la résolution européenne auprès des Nations unies, la LSCV co-organise avec les associations OIPA et ATRA une journée de conférences intitulée « Animal Tests Ban for Cosmetics: Debate on a EP's resolution », au siège de l'ONU à Genève, le 16 novembre 2018. Parmi les conférenciers, il est prévu d'accueillir, de 10h00 à 18h00, Max Pradella (OIPA), Bruno Fedi (LIMAV), Tamara Zietek (Ärzte gegen Tierversuche), Max Molteni (ATRA), Daniel Favre (LSCV) et Kerry Postlewhite (CFI). Les conférences seront traduites simultanément en allemand, français, italien et anglais. Y compris les débats et questions qui suivront les conférences.

N'hésitez pas à assister à cette journée de conférences, qui est gratuite et ouverte au public. L'inscription par internet, obligatoire pour accéder à l'ONU, se fait sur le lien suivant : <https://reg.unog.ch/event/25958/>

Vidéos LSCV

Depuis septembre 2017, Athénaïs Python est en charge de nos deux chaînes vidéos sur Youtube, LSCV News et Animaux-Parlement.

LSCV News rend compte des actions menées pour les animaux et Animaux-Parlement (Tier-Parlement) rend compte des sujets politiques en lien avec les animaux, qui sont traités par le Parlement fédéral et les cantons.

Pour rester informé des nouvelles vidéos mises en ligne, abonnez-vous à nos chaînes Youtube !



Dernières vidéos mises en ligne

LSCV news



16.06.18 - Martigny (VS) - Vidéo du Festival d'été du Refuge la Bouche qui rit. La LSCV et de nombreuses associations de défense des droits des animaux étaient présentes, en soutien à une levée de fonds pour les animaux du refuge.



19.06.18 - Cernier (NE) - Présentation du Refuge la Colline aux Lapins.

07.07.18 - Cernier (NE) - Vidéo pour la Fête des 10 ans du refuge La Colline aux Lapins.

L'inauguration officielle de ce refuge didactique dédié aux Lapins et des 10 ans d'activités de l'association, a eu lieu le 7 juillet 2018, à Cernier, sur le site d'Evologia. La LSCV y était présente ainsi que d'autres organisations de protection des animaux.



28.07.18 - Berne (BE) - Manifestation pour l'abolition de l'élevage (Demo Nutztierhaltung abschaffen), organisée par l'association Tier-im-Fokus.

500 personnes ont participé à la manifestation pour réclamer un monde plus juste et égalitaire pour tous les êtres vivants, et pour la cohabitation entre les humains et les autres animaux, sans exploitation.

18.08.2018 - Neuchâtel (NE) - Journée internationale des animaux sans foyer, organisée par SOS Chats Noiraigue. Des associations de protection animale étaient réunies Place Pury à Neuchâtel, pour sensibiliser les passants à la situation tragique de la surpopulation et de la maltraitance des animaux. Chats, chiens, lapins... ils sont des dizaines de milliers à être abandonnés chaque année en Suisse.

Tier Animaux Parlament



05.06.18 - Berne (BE) - Révision de la loi sur la chasse - Les loups, lynx ou castors pourront être plus facilement abattus.

Le Conseil des États a accepté de réduire la protection de la faune à l'occasion de la révision de la loi sur la chasse. Le projet du Conseil fédéral visait à ce que les espèces protégées soient plus facilement régulées si elles représentent un risque de dégâts ou de danger concret pour l'homme. Le loup n'est pas le seul animal menacé dans le projet. Les interventions régulatrices seront également autorisées pour certaines espèces protégées comme le bouquetin, le cygne tuberculé, le castor ou le lynx. Les cantons ne seront par ailleurs plus obligés de prouver un dommage concret pour pouvoir tirer un animal protégé.

Interview de la Conseillère Fédérale Doris Leuthard et des Conseillers aux États Didier Berberat (PS-NE), Olivier Français (PLR-VD), Robert Cramer (Verts-GE) et Daniel Jositsch (PS-ZH).



12.06.18 - Berne (BE) - Lancement de l'initiative populaire fédérale contre l'élevage intensif en Suisse, en présence de nombreuses organisations de défense des droits des animaux.



26.06.18 - Neuchâtel (NE) - Manifestation contre la halle d'engraissement de Coffrane. Plus de 110 personnes ont manifesté silencieusement dans la cour du Château de Neuchâtel, contre la méga-usine d'engraissement située à Coffrane. Cette halle pourra accueillir jusqu'à 600 taurillons qui y vivront enfermés dans des boxes pour y être engrangés jusqu'à leur expédition à l'abattoir.

Statistique et enfumage de l'OSAV

Statistique 2017 des expériences sur les animaux. Moins d'animaux ont été utilisés en laboratoire selon l'OSAV. Dormez, tout va bien.

Comme chaque année, l'OSAV - le service vétérinaire fédéral - publie ses statistiques sur l'expérimentation animale en Suisse. Et comme chaque année, l'OSAV pratique avec beaucoup de subtilité l'enfumage de grande envergure. C'est assez facile. Il y a beaucoup de chiffres, et la plupart des journalistes n'ont pas le temps de les analyser. Alors l'OSAV publie à leur intention un communiqué, facile à reprendre en copier-coller et à diffuser.

« *Baisse du nombre d'animaux utilisés* », titre l'OSAV dans son communiqué du 29 juin 2018. « *Par rapport à 2008, lorsque la loi sur la protection des animaux révisée est entrée en vigueur le nombre d'animaux utilisés s'est réduit de plus de 100 000 unités* ».

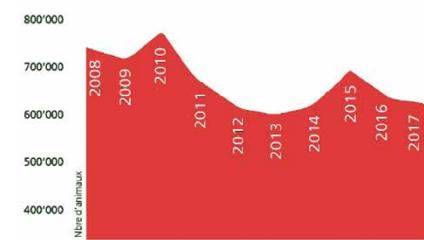
L'OSAV nous annonce donc en titre que moins d'animaux ont été utilisés en laboratoire en 2017. Formellement, c'est correct. 614'581 animaux ont été expérimentés en 2017, contre 629'773 en 2016. Bravo, bel effort. 15'192 animaux de moins, c'est vraiment formidable. Quoique, une expérience ayant une validité de trois ans, l'OSAV oublie de préciser qu'on ne peut pas exclure que cette quinzaine de milliers d'animaux soient expérimentés l'année prochaine.

Mais ce que l'OSAV prend bien garde de ne pas annoncer, c'est l'augmentation du nombre d'animaux en gradation 3. Il s'agit des expériences les plus dures, pouvant provoquer la mort de l'animal. En 2017 cela concernait 17'326 animaux, soit 1'201 de plus qu'en 2016. 3'091 de plus qu'en 2015. Et 5'041 de plus qu'en 2014 ! Ce qui signifie que les violentes contraintes et souffrances infligées aux animaux dans nos laboratoires ne font qu'augmenter depuis plusieurs années.

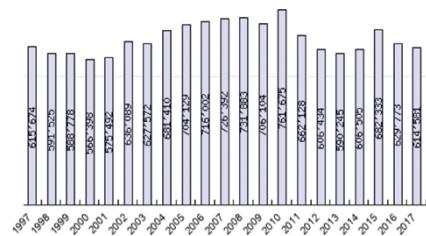
Le communiqué de l'OSAV devient plus délirant par la suite. L'affirmation que « *le nombre d'animaux utilisés s'est réduit de plus de 100'000 unités* » depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la protection des animaux en 2008

est soutenue par un graphique assez minimaliste. Ce qui était probablement voulu. Si on compare d'une façon linéaire l'année 2008 avec ses 731'883 animaux expérimentés, à l'année 2017, il y a effectivement une baisse d'environ 100'000 animaux. Mais si on fait l'effort d'aller consulter le graphique un peu plus détaillé publié sur le site web de l'OSAV, on comprend qu'il pratique l'enfumage comme les chercheurs les publications inutiles : pas de baisse régulière d'animaux depuis 10 ans. Une augmentation même en 2017, en comparaison des années 2012, 2013 et 2014. Bien essayé. De toutes façons, la nouvelle législation sur la protection des animaux n'a pas apporté beaucoup d'améliorations dans le domaine de l'expérimentation animale. On ne voit pas vraiment en quoi ces nouvelles dispositions pourraient influer sur le nombre d'animaux expérimentés. Pour réduire le nombre d'animaux dans les labos, il faut couper les subventions à ces recherches, pas édicter des dispositions qui augmentent de trois centimètres la taille des cages.

Pour finir, l'OSAV conclut magistralement : « *Les demandes pour une expérimentation animale sont évaluées par une commission cantonale de l'expérimentation animale. Elles doivent établir que les souffrances infligées à l'animal sont contrebalancées par des intérêts prépondérants pour la société* ». C'est vrai. L'OSAV oublie seulement de préciser que comme le prévoit l'art 34 LPA, l'avis de la commission est purement consultatif. Ce qui fait qu'en général, les autorités cantonales s'en moquent



Ci-dessus le graphique minimaliste publié par l'OSAV dans son communiqué du 29 juin 2018, faisant état en 2017 d'une baisse de 100'000 animaux « *par rapport à 2008, lorsque la loi sur la protection des animaux révisée est entrée en vigueur* ».



Ci-dessus un autre graphique, plus détaillé, également publié par l'OSAV sur son site internet. Qui nous confirme qu'on peut faire dire ce qu'on veut aux chiffres. Par exemple, qu'en 2003 on a expérimenté 100'000 animaux de moins « *par rapport à 2008, lorsque la loi sur la protection des animaux révisée est entrée en vigueur* ».

royalement. Surtout qu'il n'existe aucun droit de recours pour ces commissions.

On rêve que l'OSAV ait le courage un jour de publier des chiffres qui démontrent réellement ce qu'il se passe dans les laboratoires en Suisse.

<https://www.blv.admin.ch/blv/fr/home/tiere/tierversuche.html>

Lancement de notre campagne 2018 pour la promotion du Faux Gras



Suite au succès auprès du public de nos précédentes campagnes menées en Suisse romande en 2016 et 2017, la LSCV reconduit cet automne et jusqu'aux fêtes de fin d'année sa campagne contre le foie gras.

2'350 boîtes de Faux Gras, ce délicieux substitut végétal à la torture des oies par gavage, ont été commandées auprès de GAIA, l'organisation belge de protection des animaux qui le produit. Cette année, nous unissons nos forces avec l'association Stop gavage, qui tiendra également de nombreux stands de dégustation du Faux Gras dans les cantons de Vaud, Fribourg, Genève et Neuchâtel.

Vous souhaitez participer à un ou plusieurs stands durant quelques heures ? Contactez le bureau LSCV. Nous avons besoin de vous !

Les dates et lieux des stands seront mentionnés au fur et à mesure des autorisations reçues, sur les pages Facebook LSCV et Stop Gavage

Vous pouvez également commander dès à présent au bureau LSCV des boîtes au prix de CHF 5.00 pièce, + CHF 7.00 de frais de port.



Les 2'350 boîtes de faux-gras attendent impatiemment dans nos bureaux le lancement de notre campagne

Stand Stop Gavage à l'occasion de notre manifestation pour l'abolition de l'expérimentation animale le 21 avril 2018 à Fribourg



Initiative populaire fédérale



Non à l'élevage intensif en Suisse!

Chaque année en Suisse, 50 millions d'animaux dits de rente sont élevés et abattus. Alors que le nombre d'élevages se réduit chaque année, les exploitations existantes s'agrandissent et détiennent toujours plus d'animaux. Cette situation favorise le stress, le manque de soins, la souffrance animale et la sur-médication. Plus de 48'000 kg d'antibiotiques ont été vendus dans les élevages en Suisse en 2014 (1). De nombreux animaux vivent la plupart du temps à l'attache, jusqu'à leur départ à l'abattoir. Les conditions de vie des volailles et porcs enfermés dans des halles industrielles sont particulièrement sinistres et contraires à leur bien-être.

L'organisation alémanique Sentience Politics a lancé le 12 juin 2018 l'initiative populaire fédérale «Non à l'élevage intensif en Suisse (initiative sur l'élevage intensif)».

L'initiative interdit l'élevage intensif des animaux qui serait contraire au bien-être animal. Les normes fixant la taille des élevages et le nombre d'animaux seront établis sur le cahier des charges de Bio Suisse en 2018. Un délai de 25 ans est accordé aux installations existantes pour se mettre aux normes, ce qui est économiquement supportable pour les éleveurs. Les nouvelles installations devront être immédiatement conformes.

La LSCV soutient cette initiative. Nous vous invitons toutes et tous à la signer en page 39 de ce journal et à nous la retourner, même incomplète, dès que possible.

Attention : il est obligatoire que les **signataires d'une même feuille** soient officiellement **domiciliés sur la même commune**. En cas contraire, toute la feuille est invalidée.

Un immense merci !

Infos sur l'initiative ou pour télécharger d'autres feuilles de signatures :
<https://massentierhaltung.ch/>



(1) Fachbereich Tierarzneimittel und Antibiotika, Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen/Müntener/Overesch, 2014, S. 16.



Quoi de neuf ces 3 derniers mois ?

Les actions LSCV en bref

Inauguration officielle du refuge didactique de la Colline aux lapins

Crée en 2008 à Neuchâtel, l'association la Colline aux lapins est spécialement dédiée à l'accueil, aux soins et aux placements des lapins abandonnés.

Pourquoi les lapins ? Parce que ces animaux sont peut-être les plus négligés parmi les animaux dits de compagnie. De nombreuses SPA s'occupent formidablement des chats et des chiens abandonnés. Mais les lapins qui s'y trouvent sont souvent confinés dans un coin, dans des petites cages, et sont rapidement euthanasiés pour faire de la place aux nouveaux abandons. Il y a tellement de lapins à adopter dans les refuges, qu'on peut se demander comment les commerces arrivent encore à en vendre autant. On achète un lapin dans un magasin, et on l'abandonne quelque temps plus tard dans un refuge.

C'est en 2016 que la Colline aux lapins a eu l'opportunité de déménager son refuge sur le magnifique site d'Evologia au cœur du Val-de-Ruz, situé entre Neuchâtel et la Chaux-de-Fonds. Au milieu des 21 hectares du site, des installations végétales et parcs à lapins, le refuge y organise aussi des cours de sensibilisation et visites pour le public. L'inauguration officielle du nouveau refuge didactique a eu lieu les 6 et 7 juillet 2018. L'association y fêtait également ses 10 ans d'activités. La LSCV, l'ATRA, Stop gavage, la Bouche qui rit, ainsi que d'autres associations y étaient présentes durant la journée avec un stand d'information.

<http://www.lacollineauxlapins.info/>

Travaux d'été au siège LSCV

La période estivale a été l'occasion d'organiser des travaux d'entretien au siège genevois de la LSCV. Rénovation, ponçage, peinture... Un immense merci à Laurianne Nicoulin pour avoir piloté l'ensemble des travaux.



Festival d'été du refuge La Bouche qui rit

La LSCV a tenu un stand le 16 juin 2018, à l'occasion de la fête de soutien au refuge La Bouche qui rit. Ce refuge situé en Valais près de Martigny accueille depuis 2014 des chevaux, des porcs, des chèvres et des lapins. Cette association, composée de bénévoles dynamiques et engagés, effectue un travail remarquable, et c'est toujours un énorme plaisir de participer à leurs événements.

<https://labouchequirit.org/>



Huit miradors de chasse ont été pulvérisés en juillet 2018 dans la région de Winterthur (Zürich). Une bannière énigmatiquement intitulée «La chasse protège - La chasse est utile» a aussi été emportée. Probablement pour finir en confettis.

Il s'agit de la deuxième action de recyclage menée dans ce canton en cinq mois. L'action a été revendiquée sur un site internet par des inconnus, lesquels se sont félicités d'avoir démolis les installations «une nuit romantique de pleine lune». Le site publie également des instructions astucieuses sur la manière de détruire ces miradors. L'automne dernier, des affûts permettant aux chasseurs de tirer de nuit des sangliers avaient également été détruits dans la basse plaine du Rhône (VD).

Votation contre la chasse à Zürich

La population zurichoise sera amenée à se prononcer le 23 septembre 2018 sur l'initiative «Gardes-chasse au lieu de chasseurs». Lancée le 20 janvier 2017 par le Parti suisse pour les animaux (TPS-Tierpartei), elle a été déposée le 18 juillet 2018 munie de 7300 signatures.



Le texte reprend en grande partie les dispositions en vigueur dans le canton de Genève, suite à l'interdiction de la chasse plébiscitée par 72% de la population en 1974.

La gestion de la faune est du ressort de l'Etat. Dans certains cas, des tirs de régulation peuvent être autorisés, mais exécutés uniquement par des employés de l'Etat. Dans le canton de Genève, cela assure que seuls les tirs strictement nécessaires sont effectués, puisque personne ne s'amuse, ni n'a intérêt à abattre des animaux. Ces tirs concernent principalement les sangliers. Il n'y a ni battue qui effraie la faune, ni animaux mal tirés qui agonisent cachés durant des jours.

Dans le cas zurichois, les chances

de réussite de l'initiative semblent assez minces. D'abord rejetée par le Grand Conseil zurichois par 165 voix contre 0, la quasi totalité des partis politiques, y compris les verts, y sont également opposés. Une étude, naturellement objective et impartiale menée par le canton, estime que l'acceptation de l'initiative induirait un coût pour les contribuables de 20 millions de francs et l'engagement de 80 à 90 gardes-chasse supplémentaires. Forts de ce soutien inespéré, les chasseurs zurichoises ont lancé la campagne «La chasse protège - La chasse est utile». Les slogans «Les chasseurs ne sont pas des alcooliques» et «Les chasseurs aiment les animaux» ayant finalement été abandonnés.



Condamnation de Monsanto

Le délibéré établit que le Roundup a été « un facteur substantiel » au cancer d'un jardinier

Jugement historique rendu le 10 août 2018 aux Etats-Unis par le Tribunal de San Francisco. Condamné à une amende de 290 millions de dollars, il est reproché au géant de l'agrochimie de ne pas avoir informé de la dangerosité de son produit Roundup, un herbicide à l'origine du cancer de Dewayne Johnson. Monsanto a décidé de faire appel de cette décision, annonçant par voie de communiqué son intention de « défendre vigoureusement (son) produit, qui bénéficie de quarante ans d'utilisation sans danger ». Environ 4000 plaintes à l'encontre de Monsanto ont été déposées par des particuliers aux Etats-Unis.

Risque d'abandon de procédures contre Monsanto

Acquis le 7 juin 2017 par le géant allemand de la chimie Bayer- célèbre lui pour produire ses insecticides néonicotinoïdes « tueurs d'abeilles » - quelle sera la responsabilité pénale et juridique de Monsanto une fois l'acquisition terminée ? Les mois prochains permettront d'en savoir plus, une fois que les conditions de rachat seront connues. Mais Bayer, en ayant absorbé les actifs et passifs de Monsanto, ne devrait pas pouvoir organiser son insolvabilité. Et sa volonté de faire appel tend à démontrer que Bayer sait qu'il va devoir payer des indemnisations conséquentes en cas de défaite.

A quand l'interdiction du glyphosate ?

Cette décision permettra peut-être de relancer en Suisse et en Europe le débat sur l'interdiction du glyphosate, principe actif du Roundup, classé « cancérogène probable » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Malgré les risques pour la santé publique, l'Union européenne a décidé en novembre 2017 de prolonger pour cinq ans l'autorisation concernant la vente de cet herbicide qui reste le plus vendu au monde. Cette autorisation est renouvelable et, sans changement de calendrier, sera à nouveau étudiée en 2023. Quant au Conseil fédéral,



il déclarait en mai 2018, en réponse à un postulat de la commission de la science du Conseil national, que les concentrations mesurées en Suisse seraient si faibles qu'elles ne présenteraient pas de danger pour la santé du consommateur.

« Monsanto papers »

Les décisions de l'UE et du Conseil fédéral apparaissent d'autant plus inexplicables qu'à partir du printemps 2017, la justice américaine rendait publics de nombreux documents internes de la société Monsanto. Suite à l'exploitation de ces documents par les médias, le parlement européen a formé en février 2018 une commission d'enquête spéciale sur les processus d'évaluation des pesticides. Comment les agences réglementaires ont-elles pu continuer à prétendre le glyphosate non cancérogène ? Des voix s'élèvent pour revoir les procédures d'autorisation, laissant trop de pouvoir aux industriels et aux conflits d'intérêts des experts mandatés. Dans le cas du glyphosate, le pays choisi par les fabricants pour conduire l'expertise était... l'Allemagne.

Le Conseil fédéral ne veut pas interdire la détention de chiens à la chaîne

Le 14 décembre 2017, la Conseillère nationale socialiste Martina Munz déposait la motion 17.4171, demandant d'interdire la détention de chiens à la chaîne.



Pour Martina Munz, la situation doit changer en matière de détention de chiens à la chaîne ou en chenil. Les bases légales sont insuffisantes pour que les chiens, qui sont des êtres sociaux et qui ont de grands besoins d'activités, puissent mener une vie qui corresponde aux besoins de leur espèce. Les prescriptions figurant dans l'Ordonnance sur la protection des animaux (OPAn) sont minimalistes, et leur respect difficilement contrôlable.

Selon l'article 71, alinéa 3 de l'OPAn, les chiens détenus à l'attache doivent pouvoir se mouvoir librement la journée durant au moins cinq heures. Ils passent donc la plus grande partie de leur vie attachés à une courte chaîne et dans un espace souvent confiné, ce qui est contraire à leurs besoins. Martina Munz rappelle qu'il est compliqué de contrôler le respect des prescriptions et de pouvoir s'en servir dans le cadre d'une action en justice, car cela demanderait de la part des autorités des observations ininterrompues pendant plusieurs jours. Pour elle, seule l'attache pendant de courtes périodes devrait encore être autorisée. Une telle interdiction représenterait une mesure de prévention efficace, notamment contre les accidents par morsure, car cela diminuerait le potentiel conflictuel et agressif des chiens.

Dans sa réponse adressée au Parlement le 14 février dernier, le Conseil fédéral proposait de rejeter la motion. Pour lui, les prescriptions sur la détention de chiens à la chaîne ou en chenil ont déjà été renforcées en 2008 et permettraient de tenir suffisamment compte du bien-être des animaux. Soumettre la détention en chenil à autorisation entraînerait également un surplus de travail administratif pour les détenteurs d'animaux et pour les autorités. Concernant la remarque de la Conseillère nationale sur l'impossibilité à faire appliquer les minima légaux, le Conseil fédéral est resté muet.

La motion sera prochainement discutée au sein de la commission compétente du Conseil national, qui décidera de la suite à y donner.



Fermeture d'une usine de Sanofi accusée de rejets dangereux

L'usine de Sanofi, située en France dans les Pyrénées-Atlantiques, a été contrainte en juillet passé de stopper sa production suite à des analyses menées par l'association France Nature Environnement. Cette usine, qui fabrique l'anti-épileptique Dépakine - connu pour avoir entraîné de graves malformations et troubles mentaux chez des milliers d'enfants dont la mère prenait le médicament - est accusée d'empoisonner aussi les ouvriers et les riverains en raison de rejets dans l'atmosphère de « matière dangereuses à des taux astronomiques ».

Un rapport rédigé trois mois plus tôt, à la demande de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques, avait déjà mis en lumière le grave danger environnemental provoqué par l'usine Sanofi. Si l'usine était autorisée à rejeter dans l'air « cinq composés organiques volatils dans la limite globale de 110mg/m³ », elle en émettait en réalité 770'000 mg/m³, soit 7000 fois plus que la norme autorisée. Les émissions de brumopropane, l'un des composés chimiques de la Dépakine, étaient particulièrement inquiétantes, avec des dépassements de 90'000 à 190'000 fois la norme.

Des autorités qui n'agissent pas

Comment l'usine a-t-elle pu continuer à fonctionner alors que les autorités départementales étaient au courant des graves émanations rejetées dans l'environnement ? Tous les composés rejetés sont des dérivés d'hydrocarbures, potentiellement cancérogènes et pouvant induire des problèmes respiratoires. Selon l'institut national français de la recherche (INRS), le brumopropane, dont des métabolites ont été détectés dans les urines des ouvriers de l'usine, peut « nuire à la fertilité et au fœtus », provoquer « de sérieuses irritations des yeux, des voies respiratoires et cutanées », « des vertiges et des nausées ».

Sanofi mis en cause

L'entreprise pharmaceutique aurait volontairement passé sous silence les dysfonctionnements de son usine, ne transmettant ces informations à la préfecture qu'au moment d'une inspec-

tion, en mars 2018. L'usine ne contrôlait qu'une seule de ses trois cheminées, jamais les deux autres qui envoyait d'énormes quantités de polluants dans l'air. La situation est d'autant plus choquante que l'entreprise pharmaceutique réalise chaque année des milliards de bénéfices (8,5 milliards en 2017). Dans un communiqué diffusé le 9 juillet 2018, Sanofi a reconnu « un problème de dépassement localisé des seuils de rejet de vapeur de solvants », assurant que les populations n'avaient pas été « exposées

à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par la réglementation ». Sanofi annonçait encore vouloir lancer une enquête interne pour déterminer « les causes et l'historique » de la situation.

Le 10 juillet 2018, l'Etat français donnait un délai de trois mois à Sanofi pour se mettre aux normes. Il annonçait encore vouloir confier à des laboratoires indépendants les prélèvements et analyses nécessaires pour s'assurer que l'usine pouvait reprendre sa production.

Evolution des habitudes alimentaires

Augmentation de la production de protéines végétales – Le secteur agroalimentaire en pleine mutation.

Les vidéos sur les abattoirs et les scandales alimentaires touchant les produits carnés font leur œuvre. La réduction de la consommation de viande dans plusieurs pays industrialisés constraint les industries à s'adapter aux nouveaux modes de consommation, notamment des 18-35 ans. Avec une augmentation annuelle moyenne de 5,5% du marché mondial des protéines végétales (1), ce marché devrait approcher la barre des CHF 13 milliards en 2020. Le groupe Danone, initialement spécialisé dans les produits laitiers, a déboursé plus de 11 milliards d'euros pour l'acquisition de la société américaine WhiteWave, propriétaire de la marque végétale Alpro. Quant à Nestlé, il ne fait pas seulement l'acquisition de sociétés comme Sweet Earth, spécialiste des produits végétariens, mais intègre aussi à ses marques de charcuteries comme Herta ou Fleury



Michon, des alternatives sans viande. Le marché encore récent de traiteur végétal devrait progresser de 25% par an et atteindre CHF 156 millions en 2020.

1) « La filière française des protéines végétales - Panorama et axes de développement des acteurs, perspectives du marché à l'horizon 2020 », étude publiée en juin 2018 par l'institut d'études économiques Xerfi https://www.xerfi.com/presentatione-tude/La-filiere-francaise-des-proteines-vegetales_8IAA68

Jede Spende zählt!

Die LSCV erhält keine Mittel von der öffentlichen Hand und ist deshalb vollständig unabhängig. Spenden sind grundsätzlich von den Steuern absetzbar, je nach Wohnort gelten jedoch andere Regeln. Sie können Ihre Spende oder Ihren Mitgliederbeitrag mit dem Einzahlungsschein, der dieser Zeitung beiliegt, oder per E-Banking überweisen. Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-

Wenn möglich verwenden Sie bitte einen Zahlungsauftrag oder E-Banking, da diese für uns gebührenfrei sind. Für jede Einzahlung am Postschalter berechnet uns die Post eine Gebühr von 1.50 bis 3.55 Franken.

Vielen herzlichen Dank!

Kontaktpersonen

Haben Sie Fragen zu Tierversuchen oder zur LSCV oder wollen Sie ein Tierschutzprojekt umsetzen?

Unser Präsident Luc Fournier beantwortet Ihre Fragen gerne. Kontaktieren Sie ihn unter l.fournier@lscv.ch

Möchten Sie eine Aktion oder Demo organisieren oder bei einer Aktivistengruppe mitmachen?

Wenden Sie sich für die Deutschschweiz an unseren Co-Vizepräsidenten Benjamin Frei: b.frei@lscv.ch



Für die Romandie sind unsere Vorstandskreterin Laurianne Nicoulin und unser Co-Vizepräsident Paul Ecoffey zuständig. Sie erreichen sie unter: actions@lscv.ch



Haben Sie eine administrative oder allgemeine Frage oder möchten Sie direkt mit einem Vorstandsmitglied Kontakt aufnehmen?

Kontaktieren Sie unser Sekretariat per E-Mail oder unter der Nummer 022 349 73 37: Laurianne Nicoulin (Französisch, Englisch) oder Charly Pache (Deutsch) sind am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.00 bis 12.30 und von 14.00 bis 16.00 für Sie da.



Haben Sie Fragen zu tierversuchsfreier Hunde- und Katzenfahrung?
Kontaktieren: petfood@lscv.ch

Haben Sie Fragen zu politischen Aktionen im Bereich Tierschutz im eidgenössischen Parlament? Kontaktieren: info@tier-parlament.ch

Legate sind steuerfrei

Die LSCV ist als gemeinnützige Organisation anerkannt und die ihr zugewendeten Legate sind steuerbefreit.

Möchten Sie uns besuchen?

Wir begrüssen Sie gerne am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.30 bis 12.30 Uhr und 14.00 bis 17.00 Uhr, am LSCV-Sitz in Genf.

Adresse:
Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Postadresse:
LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex

Als Mitglieder erhalten Sie die LSCV-Zeitung viermal jährlich

Bitte teilen Sie uns Adressänderungen mit. Die Post berechnet uns 2.00 Franken pro retournierte Zeitung und teilt uns neue Adressen nicht mehr mit.

Lassen Sie es uns bitte wissen, wenn Sie die Zeitung nicht erhalten. Die Zeitung erscheint jeweils im März, Juni, September/Oktobe und Dezember.

Helfen Sie mit, unsere Infos zu verteilen

Sie möchten die LSCV-Zeitung in den Briefkästen in Ihrem Wohnquartier oder an einem anderen Ort verteilen? Wir schicken Ihnen gerne die gewünschte Anzahl Exemplare zu.

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres (LSCV)

Die LSCV wurde in Genf im Jahr 1883 im Rahmen der Bewegung gegen die Vivisektion gegründet, die in den 1870-Jahren in England entstand. Die LSCV ist ein Verein gemäss Art. 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Ihre Funktionsweise, ihre Aktivität, ihre Ziele, die Ernennung ihres Vorstandes und die Verwendung ihrer Guthaben wurden in den Vereinsstatuten festgelegt, welche ihre Mitglieder an der Generalversammlung vom 30. Juni 1978 verabschiedeten. Der Sitz der LSCV befindet sich in Genf. Seit 1993 sind die Büros in einem Chalet, in der Genfer Gemeinde Thônex untergebracht. Gemäss Art. 2 ihrer Statuten strebt die LSCV die völlige Abschaffung „von medizinischen, wissenschaftlichen oder kommerziellen Versuchen am lebenden Tier“ an. Sie setzt sich für die „Schaffung einer gesamtschweizerischen Gesetzgebung, die den Schutz und die Achtung der Rechte des Tieres garantieren“ sowie die „Förderung der ständigen Verbesserung dieser Gesetzgebung und (die) stete Kontrolle ihrer strikten Anwendung“ ein. Sie fördert und unterstützt finanziell die „Anerkennung neuer Methoden wissenschaftlicher Forschung“, welche die Aufhebung von Tierversuchen ermöglicht. Sie fördert und unterstützt insbesondere so genannte Ersatz- (oder Alternativ-)methoden. Diese verwenden menschliche Gewebe oder Zellen (in vitro Modelle), die beispielsweise aus in Krankenhäusern durchgeführten Biopsien stammen, oder bio-informatische Daten (in silico Modelle). Gemäss Art. 19 ihrer Statuten verfolgt die LSCV keine gewinnbringenden Aktivitäten. Die Gelder dürfen nur für die erwähnten Ziele eingesetzt werden. **Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Wenn nicht anders vermerkt, sind alle Artikel von der LSCV in französischer Sprache verfasst und anschliessend übersetzt. // **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** LSCV // **Druck:** Recycling-Papier 80 g^{m²} // **Adresse:** LSCV, Postfach 148, CH - 1226 Thônex

Mitgliederbeiträge und Spenden

Von der Schweiz aus
Konto-Nr. 12-2745-6
IBAN: CH38 0900 0000 1200 2745 6

Von der EU aus in Euro
Konto-Nr. 91-438913-2
IBAN: CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC: POFICHBEXXX

Bankadresse: PostFinance,
Nordring 8, 3030 Bern
Kontoinhaber: Schweizer Liga
gegen Tierversuche und für die
Rechte des Tieres
Adresse: Postfach 148, 1226 Thônex

LSCV-Buchhandlung und Café Happy Books

Geöffnet von Montag bis Samstag,
9.00 bis 19.00 Uhr. Vegane Küche.
Rue Hans-Geiler 2
1700 Fribourg
026 321 12 67
happybooks@lscv.ch

Mitgliederservice

Liste mit tierversuchsfreien Kosmetika

Die aktuelle Liste steht auf www.lscv.ch unter der Rubrik «Tierversuchsfreie Kosmetika» zum Download bereit.
Eine gedruckte Liste können Sie im LSCV-Büro anfordern.

Infomaterial für Aktionen

Für Aktivistinnen und Aktivisten stehen zahlreiche Flyer, Broschüren, Aufkleber und weitere Infomaterialien gratis zur Verfügung. Nehmen Sie mit uns Kontakt auf. Eine Materialiste finden Sie unter der Rubrik «Medien» auf www.lscv.ch.



Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga
Liebe Leserinnen und Leser

Ende August gingen sehr gute Nachrichten von Ipsen bei uns ein. Das Pharmaunternehmen gab das Ende der Tierversuche für seine auf Botulinumtoxin basierenden Produkte bekannt. Das ist der krönende Abschluss einer mehrjährigen Kampagne gegen die drei wichtigsten Botox-Produzenten.

Zur Durchsetzung unseres wichtigsten Ziels, der Abschaffung von Tierversuchen aller Art, sind wir auf verschiedenen Ebenen aktiv: Lobbyarbeit bei Politikern und Behörden, finanzielle Unterstützung von Forschungsprojekten für tierfreie Ersatzmethoden sowie öffentliche Sensibilisierungs-, Informations- oder Petitionskampagnen. Oft werden wir gefragt, ob denn unsere Petitionen überhaupt etwas bringen. Tatsächlich kann eine schlecht formulierte, unüberlegte oder mit unklarem Ziel lancierte Petition wirkungslos sein. Doch das Beispiel Ipsen zeigt einmal mehr, dass eine zielgerichtete Aktion, die das moralische oder wirtschaftliche Interesse der Bevölkerung zu wecken vermag, extrem wirksam sein kann. Mit Geduld und Durchhaltevermögen lässt sich scheinbar Unabänderliches verändern.

In den nächsten Wochen dürften noch mehr gute Neuigkeiten auf uns warten. Gemeinsam mit den Organisationen OIPA und ATRA bereiten wir eine Konferenz am Genfer

UNO-Sitz vor. Damit wollen wir das Europäische Parlament in seinem Vorhaben unterstützen, ein weltweites Verbot von Tierversuchen für Kosmetika zu erwirken.

Weniger erfreulich dürfte die Reaktion der Politiker auf unsere kantonale Initiative «Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche» ausfallen. Der Genfer Grosse Rat hat die LSCV am 28. September zu einer ersten Anhörung geladen. Für die Abstimmungskampagne, die voraussichtlich 2019 beginnt, werden wir viele Ressourcen investieren müssen – und sei es nur, um die Lügen zu widerlegen, die der Staatsrat der Bevölkerung zweifellos auftischen wird.

In den nächsten Monaten sind viele weitere öffentliche Aktionen geplant. Zögern Sie nicht, uns aktiv dabei zu unterstützen. Um die Abschaffung von Tierversuchen voranzubringen, muss in der Bevölkerung das Bewusstsein dafür geschaffen werden, dass der Verzicht auf Tierversuche nicht nur ethisch ist, sondern auch zu einer wirksameren medizinischen Forschung führt. Um diese Informationen unter die Leute zu bringen, brauchen wir Ihre Hilfe. Jede Aktion zählt, und sei sie noch so klein.

Wir danken Ihnen allen ganz herzlich für Ihre anhaltende Unterstützung! Ohne Sie wäre unsere Arbeit gar nicht möglich.

Wir wünschen Ihnen eine interessante Lektüre und grüssen Sie herzlich.

Luc Fournier
Präsident



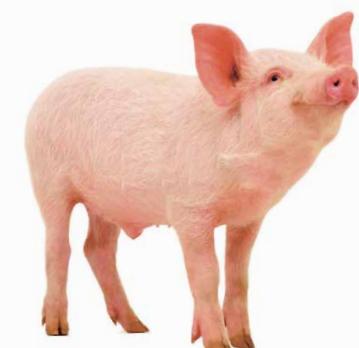
Ja zur Fair-Food-Initiative am 23. September – Ja zu fairen Lebensmitteln

Verbessert diese Initiative wirklich das «Tierwohl»?

Eher nicht, denn nach unserer Gesetzgebung gelten die aktuellen Tierhaltungsrichtlinien als artgerecht. Selbst dort, wo Tiere einen Grossteil ihres Lebens angebunden sind. Selbst dort, wo Tiere getötet werden.

Trotzdem ist diese Initiative auch aus Sicht des Tierschutzes ein wichtiger Schritt. Wird sie von der Bevölkerung angenommen, kann der Import von Fleisch aus noch schlimmeren Batterie- und Massentierhaltungen verhindert werden. Solche Haltungsformen sind in Ländern wie Brasilien, den USA, China oder den EU-Staaten insbesondere für Geflügel und Kaninchen verbreitet.

Deshalb hoffen wir, dass die Mehrheit der Stimmbevölkerung am 23. September 2018 ein Ja in die Urne legt.



Ipsen macht Tierversuchen für Botox ein Ende!

Gute Neuigkeiten vom Pharmaunternehmen Ipsen: Sein zellbasiertes Testsystem (Cell-Based Assay) wurde in der Schweiz und der Europäischen Union als tierfreie Testmethode für die Produkte Dysport und Azzalure zugelassen.

Diese auf Botulinumtoxin A basierenden Produkte werden in der Schweiz über eine Nestlé-Tochter vertrieben und hauptsächlich zu ästhetischen Zwecken gegen Gesichtsfalten eingesetzt. Der Wirkstoff ist so toxisch, dass jede einzelne Charge an mehreren Gruppen von Tieren getestet werden muss. Dies geschieht nach dem LD50-Verfahren (Letale Dosis 50), das heißt, es wird die Dosis ermittelt, bei der 50 Prozent der Tiere qualvoll an Muskellähmung sterben. Der Todeskampf, bis die Tiere schliesslich erstickten, kann mehrere Tage dauern.

Eine erfolgreiche Aktionskampagne

Damit ist ein wichtiger Sieg errungen: Die europaweiten Aktionen und Kampagnen gegen die drei grössten Botox-Produzenten, Allergan, Merz und Ipsen, die wir seit rund zehn Jahren mit unseren Mitstreitern von ECEAE durchführen, haben Wirkung gezeigt.

Als erstes der drei Pharmaunternehmen hat Allergan eine tierfreie Testmethode entwickelt und dafür 65 Millionen Dollar investiert. Der zellbasierte Test für seine Handelsprodukte wurde 2011 in den USA und Kanada und im Januar 2012 in der Schweiz zugelassen.

Das Unternehmen Merz reagierte auf den Druck der Konkurrenz und entwickelte 2015 ebenfalls ein zellbasiertes Testverfahren, das heute in 36 Ländern zugelassen ist. Übrig blieb nur noch die Firma Ipsen. Noch vor wenigen Monaten hatte sie sich betrübt gezeigt, dass im Juli 2018 trotz ihrer «kürzlich angekündigten zellbasierten Tests [...] eine



Aktionswoche gegen Ipsen und [deren] Partner Nestlé» aufgenommen wurde.

Am 29. August 2018 konnte Ipsen nun die Validierung eines zellbasierten Testsystems bestätigen. Das Unternehmen kündigte an, seine Bemühungen bei Regulierungsbehörden auf der ganzen Welt fortzusetzen, «um möglichst schnell weitere Zulassungen zu erwirken».

Danke! Ihr aktiver Einsatz hat Zehntausende Tiere vor einem qualvollen Tod gerettet

Nur dank Ihrer aller Unterstützung konnte dieses wichtige Ziel erreicht werden. Unsere Petition gegen den langen und grausamen Tod Tausender Tiere für von Nestlé vertriebene kosmetische Produkte soll in den nächsten Wochen mit 60'000 Unterschriften versehen am Nestlé-Hauptsitz eingereicht werden. Ohne öffentliche Informationskampagnen gegen diese Pharmakonzerne, ohne regelmässig organisierte Petitionen, die das Interesse der Konsumenten an diesem Thema wachhalten, hätte kein einziges der Unternehmen Millionen von Franken investiert, und Zehntausende Tiere pro Jahr wären nicht gerettet worden.

**Der Einsatz für das Tierwohl ist niemals umsonst!
Vielen herzlichen Dank für Ihre anhaltende Unterstützung, ohne die das alles nicht möglich wäre!**

Botox
Nos rides valent mieux que des tests cruels sur les animaux

Nullius in verba

Tirage/Auflage/Tiratura: 10'000
JOURNAL // ZEITUNG // GIORNALE
LSCV

Ligue suisse contre la vivisection et pour la sécurité des animaux
Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres
Legge svizzera contro lo sperimentazione animale e per i diritti dei fiori
www.lscv.ch

Décembre // December // Dicembre // Dicembre 2017



Kanton Freiburg – unsere Petition wird ad acta gelegt

«Affen unter Kokain an der Universität Freiburg: für einen sofortigen Abbruch der Experimente!»

Am 22. Februar 2018 hat die LSCV beim Sekretariat des Freiburger Grossen Rates die mit 19'000 Unterschriften versehene Petition für eine sofortige Einstellung der Kokain-Versuche mit Affen an der Universität Freiburg eingereicht. Gleichzeitig wurde dem Vorsteher der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport, Staatsrat Jean-Pierre Siggen, ein Brief mit derselben Forderung zugesandt.

Die Petition moniert unter anderem die Unklarheiten im Zusammenhang mit dem behördlichen Bewilligungsverfahren, die ernsthafte Zweifel an der Rechtmässigkeit der Bewilligung aufkommen lassen.

Ob diese Zweifel berechtigt sind, könnten sowohl der Grossen Rat als auch der Staatsrat leicht überprüfen. Sie müssten lediglich eine Kopie der Ziffern 61 bis 63 des vom Forscher ausgefüllten Gesuchformulars für die Tierversuche verlangen. Das wäre weder kompliziert noch problematisch, denn unter diesen drei Ziffern sind keinerlei Informationen enthalten, die das Forschungsgeheimnis verletzen würden. Eine Prüfung dieser Punkte würde entweder beweisen,

- 1) dass die LSCV sich täuscht und das Verfahren korrekt ablieft oder
- 2) dass die LSCV recht hat.

Im zweiten Fall müssten die Versuche eingestellt, die Verantwortlichen identifiziert und Massnahmen getroffen werden, die solche Missbräuche künftig verhindern.

Um zu verhindern, dass dieser zweite Fall öffentlich wird, haben die Mitglieder des Grossen Rates und der Staatsrat so reagiert, wie es zu erwarten war: Sie haben entschieden, nichts zu überprüfen, mit der Begründung, es sei sowieso alles in bester Ordnung. Damit machen es sich die Politiker leicht, denn sie wissen, dass die LSCV die Universität nicht auf dem Rechtsweg zur Herausgabe des Dokuments zwingen kann.

schlossen. Auch die Kommission beruft sich auf die «Autonomie» und die «Lehr- und Forschungsfreiheit», welche der Universität gemäss dem kantonalen Gesetz über die Universität zustehe. So ein Gesetz ist immer praktisch, vor allem wenn es einem die Möglichkeit gibt, weiterzuschlafen. Die Kommission nimmt gerade noch die Mühe auf sich, uns daran zu erinnern, dass «das im Kanton Freiburg angewendete Bewilligungsverfahren für belastende Tierversuche bekannt» sei und «besonders hohe Anforderungen» stelle. Ja, schönen Dank auch. Schliesslich kommt die Kommission, offensichtlich ohne irgendein Dokument einzusehen, zum Schluss: «Nichts weist darauf hin, dass es im Verfahren für den in Ihrer Petition angesprochenen Fall zu irgendeinem Verstoss gekommen ist (...) und die Petitionskommission kann nicht zulassen, dass die Rechtschaffenheit und die ethische Gessinnung involvierter Personen Gegenstand von Verdächtigungen oder Verleumdungen ist.»

Das Verfahren wird nicht hinterfragt

Für den Freiburger Staatsrat ist alles gut, so wie es ist

Als Erstes traf am 22. März 2018 die Antwort (1) von Staatsrat Jean-Pierre Siggen bei uns ein. Dieser räumte zwar in der Einleitung ein, dass er die «Oberaufsicht» über die Universität habe, berief sich aber auf die «Lehr- und Forschungsfreiheit» der Hochschule. Deshalb, so Staatsrat Siggen weiter, stehe es ihm nicht zu, sich «zum wissenschaftlichen Inhalt der durchgeföhrten Versuche oder zu den gewählten methodischen Ansätzen zu äussern».

Das mag sein, doch die leeren Floskeln beantworten in keiner Weise die aufgeworfene Frage: Wurde das Verfahren, das zur behördlichen Bewilligung der Affenversuche führte, gesetzeskonform durchgeführt? Darauf erhielten wir keine brauchbare Antwort. Ganz offensichtlich wollte Staatsrat Siggen es lieber nicht so genau wissen.

Das einzige Relevante an diesem Schreiben ist die Bestätigung, dass die wissenschaftliche Begutachtung des Forschungsprojekts tatsächlich nicht vom

Schweizerischen Nationalfonds (SNF) durchgeführt wurde, auf den sich der Forscher berufen hatte, sondern von «einer privaten Stiftung, die ein eigenes, vollkommen unabhängiges Gutachten erstellt» habe. Da kann man nur das Schlimmste befürchten. Kleine, intransparente Stiftungen gibt es zuhauf – einige wurden von den Forschern gleich selbst gegründet. Wie die besagte Stiftung heißt, erfahren wir nicht.

Auch für den Freiburger Grossen Rat ist alles bestens

Am 16. Juli 2018 schrieb die LSCV die Mitglieder der Petitionskommission des Freiburger Grossen Rates erneut an. Wir baten um eine Anhörung, bei der wir die strittigen Punkte mündlich vorbringen und Quellen vorlegen können, die unsere Position stützen. Die Kommission antwortete schon am 19. Juli (2), um uns zu versichern, es sei alles in bester Ordnung. Und da alles in Ordnung sei, habe man das Dossier «in einer ordentlichen Sitzung eingehend geprüft» und ge-

Wie kann es weitergehen?

Aufgrund der Gesetzeslage ist es der LSCV nicht möglich, Strafanzeige gegen die Behörden oder die Universität einzureichen und diese zur Herausgabe der strittigen Punkte zu zwingen. Da weder der Staatsrat noch der Grossen Rat handeln wollen, werden die Tierversuche fortgesetzt. Solange die sogenannten «Ethikkommissionen» mehrheitlich mit Forschenden und Sympathisanten der Hochschulen besetzt und somit reine Alibiübungen sind, wird sich an dieser Situation nichts ändern. Doch diese unwürdigen Versuche müssen aufhören und wir werden weiter für ihre Beendigung kämpfen.

(1) https://www.lscv.ch/wp-content/uploads/2018/08/2018-03-22-CE-a-LSCV_petition-Fribourg.pdf

(2) <https://www.lscv.ch/wp-content/uploads/2018/08/2018-07-23-Comm-petition-a-LSCV-Fribourg.pdf>



Global Ban – Resolution des Europäischen Parlaments

Für ein weltweites Verbot von Tierversuchen für kosmetische Mittel



Am 3. Mai 2018 hat das Europäische Parlament mit einer überwältigenden Mehrheit von 620 zu 14 Stimmen die Resolution 2017/2922(RSP) angenommen. Diese hat zum Ziel, das in der Europäischen Union geltende Verbot von Tierversuchen für Kosmetika auf alle Länder der Welt auszuweiten (1).

Die seit 2013 geltende EU-Kosmetikverordnung untersagt sowohl Tierversuche für die Inhaltsstoffe von kosmetischen Produkten in der EU als auch den Import von Produkten, welche die Bedingungen dieser Verordnung nicht erfüllen. Leider hat das europäische Verbot nicht viele Nachahmer gefunden. In 80 Prozent der Länder weltweit sind Tierversuche für Kosmetika nach wie vor erlaubt. Schätzungen zufolge werden jedes Jahr 500'000 Tiere für solche Versuche eingesetzt.

Bei einer im März 2016 durchgeföhrten Eurobarometer-Umfrage (2) waren 89 Prozent der befragten Bürgerinnen und Bürger der Ansicht, dass die EU mehr tun sollte, um die Bedeutung des Tierschutzes international stärker ins Bewusstsein zu rücken. Deshalb fordert die Resolution, «dass die EU-Kosmetikverordnung als Modell herangezogen wird, um auf internationaler Ebene ein Verbot von Tierversuchen für kosmetische Mittel und ein Verbot des internationalen Handels mit Kosmetikbestandteilen und

kosmetischen Mitteln, die an Tieren getestet wurden, einzuführen, das noch vor 2023 in Kraft tritt».

Zur Erreichung dieses Ziels fordert das Parlament die Europäische Kommission, den Europäischen Rat und die EU-Mitgliedstaaten auf, ihre diplomatischen Netzwerke zu nutzen und sich bei internationalen Verhandlungen für die Durchsetzung eines weltweiten Verbots von Tierversuchen für Kosmetika einzusetzen. Die Resolution soll zudem anlässlich der nächsten UNO-Generalversammlung dem Generalsekretär der Vereinten Nationen übermittelt werden. Das Parlament fordert die Europäische Kommission auf, proaktiv mit allen Interessenträgern, allen voran jenen, die sich für ein weltweites Verbot von Tierversuchen engagieren, mit Nichtregierungsorganisationen und Vertretern der Zivilgesellschaft zusammenzuarbeiten, um den Dialog über die Vorteile und den Nutzen eines internationalen Verbots zu fördern.

Für eine uneingeschränkte Unterstützung der Resolution durch die Eidgenossenschaft

Es ist sehr wichtig, dass die Schweiz, die seit 2002 UNO-Mitglied ist, die Resolution des EU-Parlaments voll und ganz unterstützt. Die LSCV beteiligt sich aktiv an Lobbying-Aktionen bei unseren Behörden und Politikern, um diese zu einem solchen Engagement zu bewegen. Es ist ethisch inakzeptabel, dass im Jahr 2018 immer noch Tierversuche für Produkte wie Kosmetika eingesetzt werden.

(1) <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2018-0202+0+DOC+XML+V0//FR>

(2) Bei dieser Umfrage werden in jedem EU-Mitgliedstaat rund 1000 Personen befragt. Sie wird von verschiedenen Dienststellen der Europäischen Kommission oder von anderen EU-Stellen durchgeführt.

Ligue Suisse contre l'Expérimentation Animale et pour les Droits des Animaux

Organisation Internationale pour la Protection des Animaux

Association Suisse pour l'Abolition de la Vivisection

ABOLITION DE L'EXPÉRIMENTATION ANIMALE POUR LES COSMÉTIQUES

UN DÉBAT SUR UNE RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

VEN 16 NOVEMBRE
DE 10,00 à 18,00
PALAI DES NATIONS
BUREAU DES NATIONS UNIES À GENÈVE.
PALAI DES NATIONS,
1211 GENÈVE, SUISSE

PROGRAMME

- 10:00 Massimo Pradella
Organisation Internationale pour la Protection des Animaux (OIPA), Président OIPA
"L'ATRA, ses buts et activités, la résolution du Parlement Européen du 3 mai 2018 sur une interdiction globale de l'expérimentation animale pour les cosmétiques"
- 10:30 Kerry Postlewhite
Cosely Free International (CFI), Directeur Relations et Fragments Globaux de CFI
"La campagne pour mettre fin à l'expérimentation animale dans les cosmétiques partout et pour toujours"
- 11:00 Bruno Fedi
Ligue Internationale des Médecins pour l'Abolition de la Vivisection (LIMAV)
Président LIMAV "LIMAV en ses buts, Nouvelle science et nouvelle société"
- 11:30 questions/débats
- 13:00-15:00 pause déjeuner
- 15:00 Max Molteni
Médéca Contre l'Expérimentation sur les Animaux Allemande (MADA), Directeur Scientifique au sein de l'ATRA
"Innovation ou pas de l'expérimentation animale: les actuels modèles in vitro pour la recherche sur les cosmétiques"
- 15:30 Tamara Zietek
Ligue Suisse Contre l'Expérimentation Animale et pour les droits des Animaux (LSCV), Représentante de la LSCV au sein de la Commission Vaudoise sur l'Expérimentation animale
"Qu'est-ce l'interaction favorise l'invention?"
- 16:00 Daniel Favre
LSCV, Représentante de la LSCV au sein de la Commission Vaudoise sur l'Expérimentation animale
"Qu'est-ce l'interaction favorise l'invention?"

ENTRÉE GRATUITE APRÈS INSCRIPTION

Lien pour s'inscrire: <https://reg.unog.ch/event/25958/>
Pour plus d'information contacter alexandre.michienzi@oipa.org ou international@oipa.org

Organisation einer Konferenz am UNO-Sitz in Genf zur Unterstützung des Verbots

Um die Schweiz dazu zu bewegen, die europäische Resolution bei den Vereinten Nationen zu unterstützen, organisiert die LSCV zusammen mit den Vereinen OIPA und ATRA eine Tagung mit dem Titel «Animal Tests Ban for Cosmetics: Debate on a EP's resolution», die am 16. November 2018 am UNO-Sitz in Genf stattfindet. Von 10 bis 18 Uhr treten Referenten wie Max Pradella (OIPA), Bruno Fedi (LIMAV), Tamara Zietek (Ärzte gegen Tierversuche), Max Molteni (ATRA), Daniel Favre (LSCV) und Kerry Postlewhite (CFI) auf. Die Vorträge sowie die anschliessenden Fragen und Diskussionen werden simultan auf Deutsch, Französisch, Italienisch und Englisch übersetzt.

Sie sind herzlich zur Teilnahme an dieser Konferenz eingeladen. Die Veranstaltung ist öffentlich und der Eintritt kostenlos. Um Zugang zum UNO-Gebäude zu erhalten, ist jedoch eine Anmeldung über die folgende Website erforderlich: <https://reg.unog.ch/event/25958/>

Videos LSCV

Seit September 2017 betreut Athénaïs Python unsere beiden Youtube-Kanäle LSCV News und Tier-Parlament.

LSCV News berichtet über unsere Aktionen für das Tierwohl, und Tier-Parlament informiert über tierschutz-relevante politische Themen, die im eidgenössischen Parlament und in den Kantonen behandelt werden.

Verpassen Sie kein Video – abonnieren Sie unsere Youtube-Kanäle!



Neuste Videos

LSCV news



16.06.18 – Martigny (VS) – Video vom Sommerfest des Tierheims La Bouche qui rit. Die LSCV und viele andere Tierrechtsorganisationen waren vor Ort und unterstützten die Spendensammelaktion für das Tierheim.



19.06.18 – Cernier (NE) – Das Tierheim La colline aux lapins stellt sich vor.

07.07.18 – Cernier (NE) – Video von der Jubiläumsfeier zum zehnjährigen Bestehen von La colline aux lapins.

Die offizielle Einweihung des auf Kaninchen spezi-

alisierten Lehrtierheims und das zehnjährige Bestehen des Vereins wurden am 7. Juli 2018 auf dem Evologia-Gelände in Cernier gefeiert. Die LSCV und weitere Tierschutzorganisationen waren dabei.



28.07.18 – Bern (BE) – Demo «Nutztierhaltung abschaffen», organisiert vom Verein Tier im Fokus.

500 Demonstrantinnen und Demonstranten forderten eine gerechte Welt für alle Lebewesen und ein Zusammenleben von Menschen und allen anderen Tieren ohne Ausbeutung.

18.08.2018 – Neuenburg (NE) – Veranstaltung zum Internationalen Tag der heimatlosen Tiere, organisiert von SOS Chats Noirague. Mehrere Tierschutzorganisationen waren auf dem Place Pury in Neuenburg präsent und sensibilisierten die Passanten für die tragisch hohe Zahl von heimatlosen und misshandelten Tieren. Zehntausende Hunde, Katzen und Kaninchen werden in der Schweiz jedes Jahr ausgesetzt oder im Tierheim abgegeben.

Tier Animaux Parlament



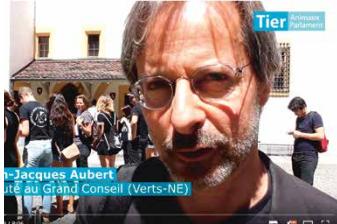
05.06.18 – Bern – Revision des Jagdgesetzes: Wolf, Luchs und Biber können einfacher abgeschossen werden.

Der Ständerat hat im Rahmen der Teilrevision des eidgenössischen Jagdgesetzes einer Lockerung des Wildtierschutzes zugestimmt. Die Vorlage des Bundesrats sieht vor, dass geschützte Arten einfacher reguliert werden können, wenn mögliche Schäden oder die Gefährdung von Menschen drohen. Der Wolf ist nicht das einzige Tier, das durch die Gesetzesrevision in die Schusslinie gerät. Auch für andere geschützte Arten wie Steinböcke, Höckerschwäne, Biber oder Luchse werden regulierende Eingriffe erlaubt. Zudem müssen Kantone künftig keine konkreten Schäden mehr nachweisen, um Tiere zum Abschuss freizugeben.

Interview mit Bundesrätin Doris Leuthard und den Ständeräten Didier Berberat (SP-NE), Olivier Français (FDP-VD), Robert Kramer (Grüne-GE) und Daniel Jositsch (SP-ZH).



12.06.18 – Bern – Lancierung der eidgenössischen Volksinitiative «Keine Massentierhaltung in der Schweiz» in Anwesenheit zahlreicher Tierrechtsorganisationen.



26.06.18 – Neuenburg (NE) – Demo gegen Maststall in Coffrane. Vor dem Schloss Neuenburg demonstrierten mehr als 110 Personen schweigend gegen den Bau eines Grossmastbetriebs in Coffrane (NE). Im Stall sollen bis zu 600 Jungstiere bis zum Schlachten in Boxen gehalten und gemästet werden.

Statistik und Täuschungsmanöver des BLV

Tierversuchsstatistik 2017: Die Anzahl der eingesetzten Versuchstiere sei gesunken, sagt das BLV und meint damit: Alles in Ordnung, bitte weiterschlafen!

Wie jedes Jahr hat das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen BLV kürzlich seine Statistik zu den Tierversuchen in der Schweiz veröffentlicht. Und wie jedes Jahr setzt das BLV mit grossem Geschick zum Täuschungsmanöver an. Das ist nicht so schwer. Die Statistik ist umfangreich und die meisten Journalisten haben keine Zeit, die Zahlen genauer zu untersuchen. Deshalb verfasst das BLV auch eine Pressemitteilung, welche die Medien direkt kopieren und verbreiten können.

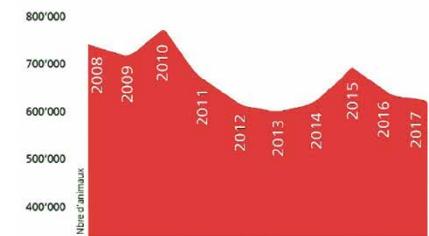
«Anzahl der eingesetzten Versuchstiere gesunken», titelt das BLV in seiner Mitteilung vom 29. Juni 2018 und verkündet: «Gegenüber dem Jahr 2008, als das neue Tierschutzgesetz in Kraft getreten war, ist die Zahl der verwendeten Tiere um mehr als 100'000 gesunken.»

So erfahren wir also bereits im Titel, dass 2017 weniger Tiere in Versuchslabors eingesetzt worden seien. Rein formal ist das korrekt. 2017 wurden 614'581 Tiere für Versuche verwendet, 2016 waren es 629'773. Bravo, sehr schön. 15'192 Tiere weniger, das ist grossartig. Nur vergisst das BLV darauf hinzuweisen, dass die Versuchsbewilligungen drei Jahre gültig sind und dass deshalb nicht ausgeschlossen werden kann, dass diese rund 15'000 Tiere einfach nächstes Jahr eingesetzt werden. Was das BLV auch geflissentlich verschweigt, ist, dass die Anzahl der Tiere in Versuchen mit Schweregrad 3 zugenommen hat. Das sind die Versuche mit der schwersten Belastung, die zum Tod der Tiere führen können. 2017 wurden in dieser Kategorie 17'326 Tiere eingesetzt. Das sind 1201 mehr als 2016, 3091 mehr als 2015 und 5041 mehr als 2014. Das bedeutet, dass die Zahl der Tiere, die in unseren Labors den schlimmsten Belastungen und Leiden ausgesetzt sind, seit mehreren Jahren konstant zunimmt.

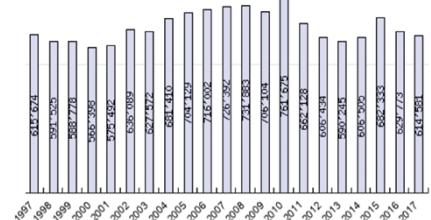
Danach wird die Medienmitteilung des BLV noch wahnwitziger. Die Meldung, dass «die Zahl der verwendeten Tiere seit Inkrafttreten des neuen Tierschutzgesetzes im Jahr 2018 «um mehr als 100'000 gesunken» sei, wird mit einer ziemlich

minimalistischen Grafik untermauert. Und das vermutlich nicht ohne Absicht. Vergleicht man nur die 731'883 Versuchstiere des Jahrs 2008 mit der Versuchstierzahl im Jahr 2017, ergibt sich tatsächlich ein Rückgang von rund 100'000 Tieren. Nimmt man sich aber die Zeit, die etwas detailliertere Grafik auf der Website des BLV zu studieren, erkennt man, dass das BLV mit ähnlichem Eifer Täuschungsmanöver produziert wie Forscher überflüssige Publikationen: In den letzten zehn Jahren lässt sich kein konstanter Rückgang feststellen. Verglichen mit den Jahren 2012, 2013 und 2014 gab es 2017 sogar eine Zunahme. Netter Versuch. So oder so hat das neue Tierschutzgesetz im Bereich der Tierversuche keine grosse Verbesserung ergeben. Wie die neuen Bestimmungen die Zahl der Versuchstiere beeinflussen sollten, ist kaum nachvollziehbar. Um die Zahl der Tierversuche zu senken, müssen die Subventionen für solche Studien gekürzt werden. Die Käfiggrösse um drei Zentimeter zu erhöhen, bringt da wenig.

Zum Schluss doziert das BLV, dass die Gesuche der Forschenden «von einer kantonalen Tierversuchskommission geprüft» würden und die Forschenden darlegen müssten, dass die den Tieren zugefügten Leiden «durch überwiegender Interessen zugunsten der Gesellschaft oder der Umwelt gerechtfertigt werden können». Das ist richtig. Das BLV vergisst aber wiederum zu erwähnen, dass die Kommissionen gemäss Art. 34 TSchG lediglich einen Antrag stellen können, um den sich die kantonalen Behörden in der Regel einen Deut scheren, zumal die



Unten: Die minimalistische Grafik, die das BLV mit seiner Medienmitteilung vom 29. Juni 2018 veröffentlicht hat: Sie zeigt für 2017 einen Rückgang von 100'000 Tieren «gegenüber dem Jahr 2008, als das neue Tierschutzgesetz in Kraft getreten» ist.



Darunter die detailliertere Grafik, die das BLV auf seiner Website veröffentlicht hat: Sie zeigt, dass man Zahlen immer so auslegen kann, wie es einem gerade passt. Zum Beispiel könnte man auch sagen, dass es im Jahr 2003 noch rund 100'000 Versuchstiere weniger gab als im «Jahr 2008, als das neue Tierschutzgesetz in Kraft getreten» ist.

Kommissionen kein Beschwerderecht haben.

Es wäre schön, wenn das BLV eines Tages den Mut aufbringen würde, die Zahlen zu publizieren, die tatsächlich aufzeigen, was in Schweizer Versuchslabors geschieht.

<https://www.blv.admin.ch/blv/fr/home/tiere/tierversuche.html>

Start unserer Promotionskampagne für Faux gras 2018

Nach dem Erfolg der Kampagnen gegen Stopfleber 2016 und 2017 nimmt die LSCV auch diesen Herbst die Faux-gras-Kampagne in der Romandie wieder auf und führt sie bis zu den Feiertagen am Jahresende fort.

Wir haben bereits 2350 Dosen Faux gras bestellt. Die köstliche vegane Alternative zu qualvoll gestopften Gänzen wird von der belgischen Tierschutzorganisation GAIA produziert. Dieses Jahr arbeiten wir mit dem Verein Stop Gavage zusammen, der ebenfalls Faux-gras-Degustationen in den Kantonen Waadt, Freiburg, Genf und Neuenburg durchführt.

Möchten Sie für ein paar Stunden an einem Degustationsstand mithelfen? Dann melden Sie sich bitte beim LSCV-Büro. Wir sind auf Ihre Unterstützung angewiesen!

Die Daten und Standorte der Degustationen geben wir auf den Facebook-Seiten von LSCV und Stop Gavage bekannt, sobald wird die jeweilige Bewilligung erhalten haben.

Ab sofort können Sie Faux gras auch für CHF 5.00 pro Dose (+ CHF 7.00 Porto) beim LSCV-Büro bestellen.

In unserem Büro warten 2350 Dosen Faux gras auf den Kampagnenstart.

Ein Stand von Stop Gavage bei unserer Demo für die Abschaffung von Tierversuchen am 21. April 2018 in Freiburg.



Eidgenössische Volksinitiative



Keine Massentierhaltung in der Schweiz

Jedes Jahr werden in der Schweiz 50 Millionen sogenannte Nutztiere getötet. Während die Zahl der Landwirtschaftsbetriebe jährlich sinkt, werden die bestehenden Betriebe immer grösser und halten immer mehr Tiere. Diese Situation begünstigt Stress, mangelhafte Pflege, Leid und Übermedikamentierung der Tiere. 2014 wurden in der Schweiz mehr als 48'000 kg Antibiotika für die Nutztierhaltung verkauft (1). Viele Tiere verbringen den Grossteil ihres Lebens angebunden, bis sie schliesslich zum Schlachten abtransportiert werden. Die Lebensbedingungen von industriell gehaltenen Hühnern und Schweinen sind besonders schrecklich und schränken das Wohlergehen der Tiere massiv ein.

Die Schweizer Organisation Sentience Politics hat am 12. Juni 2018 eine eidgenössische Volksinitiative «Keine Massentierhaltung in der Schweiz (Massentierhaltungsinitiative)» lanciert. Die Initiative will die Tierhaltung in Grossbetrieben, bei der das Tierwohl verletzt wird, verbieten. Die Normen zur Grösse der Betriebe und zur Zahl der Tiere sollen den Richtlinien von Bio Suisse, Stand 2018, entsprechen. Für die Anpassung der bestehenden Betriebe an die neuen Vorschriften ist eine Übergangsfrist von bis zu 25 Jahren vorgesehen, was für die Landwirte wirtschaftlich machbar ist. Neue Betriebe müssen von Beginn an den neuen Richtlinien entsprechen.

Die LSCV unterstützt diese Initiative. Wir bitten Sie, den Unterschriftenbogen auf Seite 40 dieser Zeitung zu unterzeichnen und ihn uns – auch mit unvollständiger Liste – so schnell wie möglich zurückzuschicken.

Achtung: Pro Unterschriftenbogen dürfen nur Stimmrechteigene der gleichen politischen Gemeinde unterzeichnen. Andernfalls ist der gesamte Bogen ungültig.

Vielen herzlichen Dank!

Weitere Informationen und zusätzliche Unterschriftenbögen zum Herunterladen finden Sie auf: <https://massentierhaltung.ch>



(1) Fachbereich Tierarzneimittel und Antibiotika, Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen/Müntener/Overesch, 2014, S. 16.



Was gibt es Neues?

Kurzer Rückblick auf die LSCV-Aktionen der letzten drei Monate



Einweihung des Lehrtierheims *La colline aux lapins*

Der 2008 in Neuenburg gegründete Verein La colline aux lapins engagiert sich für die Aufnahme, Pflege und Vermittlung von heimatlosen Kaninchen.

Warum ausgerechnet Kaninchen? Weil sie vielleicht die am meisten vernachlässigten Haustiere sind. Viele Tierheime kümmern sich vorbildlich um verlassene Hunde und Katzen. Kaninchen hingegen werden häufig auf engstem Raum in kleinen Käfigen gehalten und nach kurzer Zeit eingeschläfert, um Platz für die nächsten Tiere zu machen. In den Tierheimen sind so viele Kaninchen zu vergeben, dass man sich fragt, wie der Tierhandel überhaupt noch welche verkaufen kann. Doch immer noch landen viele Kaninchen, die in einem Laden erworben wurden, schon wenig später im Tierheim.

Das Tierheim des Vereins La colline aux lapins bekam 2016 die Gelegenheit, auf das wunderschöne Evologia-Gelände im Val de Ruz zwischen Neuenburg und La Chaux-de-Fonds zu ziehen. Mitten auf dem 21 Hektar grossen Gelände mit Gartenanlagen und Kaninchenparks organisiert das Tierheim neben der Tierbetreuung auch Sensibilisierungskurse und Führungen für Besucher.

Das neue Lehrtierheim wurde am 6. und 7. Juli 2018 offiziell eingeweiht. Gleichzeitig feierte der Verein sein zehnjähriges Bestehen. Die LSCV, ATRA, Stop Gavage, La Bouche qui rit und weitere Organisationen waren an der Einweihungsfeier mit einem Info-Stand vertreten.

<http://www.lacollineaulapins.info/>

Unterhaltsarbeiten am LSCV-Sitz

Wir haben die Sommerzeit genutzt, um einige Unterhaltsarbeiten am Genfer LSCV-Sitz ausführen zu lassen. Es wurde renoviert, geschliffen und gestrichen ... Ein herzliches Dankeschön an Laurianne Nicoulin, die alle Arbeiten organisiert und beaufsichtigt hat.





Stand LSCV - Genf - Marche contre le spécisme - 25.08.2018



Stand LSCV - Freiburg - Festival Abyss - 31.08/01.09.2018



Einstürzende Hochsitze

In der Region Winterthur (ZH) wurden im Juli 2018 acht Jagd-Hochsitze zerstört. Außerdem wurde ein Banner mit der Aufschrift «Jagd schützt. Jagd nützt» entfernt – und vermutlich zu Konfetti gemacht.

Es handelt sich um die zweite «Recycling»-Aktion dieser Art innerhalb von fünf Monaten im Kanton Zürich. Zur ersten Aktion bekannten sich nicht namentlich genannte Aktivisten im Internet: Sie hätten «in einer romantischen Vollmondnacht (...) Hochsitze kaputt gemacht». Auf der Website findet sich zudem eine genaue Anleitung zur Zerstörung von Hochsitzen. Vergangenen Herbst wurden auch im unteren Rhonetal (VD) Ansitze demoliert, die für die Wildschweinjagd bei Nacht verwendet wurden.

Volksabstimmung gegen die Jagd im Kanton Zürich

Die Zürcher Bevölkerung stimmt am 23. September 2018 über die Volksinitiative «Wildhüter statt Jäger» ab. Die am 20. Januar 2017 von der Tierpartei Schweiz (TPS) lancierte Initiative wurde am 18. Juli 2018 mit 7300 Unterschriften eingereicht.



Der Initiativtext entspricht in grossen Teilen den Bestimmungen des geltenden Jagdverbots im Kanton Genf, das 1974 von 72 Prozent der Stimmbevölkerung gutgeheissen wurde: Wildregulierung ist Sache des Staates. Abschüsse zur Bestandsregulierung können in gewissen Fällen bewilligt werden, dürfen jedoch nur noch von Staatsangestellten ausgeführt werden. Im Kanton Genf wird damit sicher gestellt, dass nur noch die unabdingt notwendigen Abschüsse – meist von Wildschweinen – gemacht werden, weil niemand mehr zum Vergnügen oder aus Eigeninteresse jagen kann. Dadurch ist auch Schluss mit der Treib- oder Drückjagd, bei der die aufgescheuchten Tiere häufig nur angeschossen

werden, worauf sie tagelang einen grausamen Tod sterben. Die Chancen für eine Annahme der Zürcher Initiative scheinen eher gering. Der Kantonsrat hatte sie zuvor mit 165 zu 0 Stimmen abgeschmettert. Fast alle Parteien, sogar die Grünen, haben sich gegen die Initiative ausgesprochen. Eine vom Kanton – natürlich völlig objektiv und unparteiisch ... – durchgeföhrte Studie schätzt, dass eine Annahme der Initiative die Steuerzahler 20 Millionen Franken für 80 bis 90 zusätzliche Wildhüter kostet. Ermutigt von der unerwarteten Unterstützung lancierten die Zürcher Jäger die Kampagne «Jagd schützt. Jagd nützt» – und entschieden sich damit gegen Slogans wie «Jäger sind keine Alkoholiker» oder «Jäger lieben Tiere».



Monsanto verurteilt

Ein US-Geschworenengericht kommt zum Schluss, dass der Unkrautvernichter Roundup ein «entscheidender Faktor» für die Krebskrankung eines Gärtners war

Am 10. August 2018 fällte ein Gericht in San Francisco, USA, ein historisches Urteil. Der Agrochemie-Riese Monsanto wurde zu einer Schadenersatzzahlung von rund 290 Millionen Dollar verurteilt, weil er über die Krebsrisiken seines Unkrautvernichters «Roundup» nicht ausreichend informiert hatte. Dieses Versäumnis habe wesentlich zur Krebskrankung des Klägers Dewayne Johnson beigetragen, so das Gericht. Monsanto kündigte an, gegen das Urteil Berufung einzulegen und sein Produkt, das «seit 40 Jahren sicher in Gebrauch» sei, auch in Zukunft «nachdrücklich zu verteidigen». In den USA gingen bisher 4000 weitere Einzelklagen gegen Monsanto ein.

Wie stehen die Chancen für weitere Verfahren gegen Monsanto?

Monsanto wurde am 7. Juni 2017 vom deutschen Chemiekonzern Bayer übernommen. Dieser ist unter anderem für die Produktion von Neonicotinoiden bekannt, die für das Bienensterben verantwortlich gemacht werden. Wie sich diese Übernahme auf die straf- und zivilrechtliche Verantwortung von Monsanto auswirkt, wird sich erst in den nächsten Monaten zeigen, wenn alle Bedingungen der Fusion bekannt sind. Doch da der Bayer-Konzern Monsanto mit Aktiven und Passiven geschluckt hat, dürfte er das Unternehmen kaum in die Insolvenz führen können. Dass Monsanto in Berufung gehen will, deutet darauf hin, dass Bayer sich sehr wohl bewusst ist, dass bei einer Bestätigung des Urteils noch umfangreichere Schadenersatzzahlungen auf den Konzern zukommen könnten.

Wann wird Glyphosat endlich verboten?

Der Gerichtsentscheid könnte die Debatte über ein Verbot des Roundup-Wirkstoffs Glyphosat in der Schweiz und der EU wieder in Gang bringen. Obwohl die Weltgesundheitsorganisation (WHO) den Wirkstoff als «wahrscheinlich krebsregend» einstuft, hat die Europäische Union im November 2017 entschieden, die Zulassung des weltweit meistverkauften Herbizids – ungeachtet der Gesundheitsrisiken – um fünf Jahre zu verlängern.



Eine weitere Verlängerung der Zulassung wird voraussichtlich im Jahr 2023 geprüft. Der Bundesrat erklärte im Mai 2018 in einem von der Wissenschaftskommission des Nationalrats per Postulat geforderten Bericht, dass die in der Schweiz gemessenen Konzentrationen sehr gering und somit für die Konsumenten gesundheitlich unbedenklich seien.

«Monsanto papers»

Die Entscheide der EU und des Bundesrats sind umso unbegreiflicher, als die amerikanische Justiz im Frühling 2017 zahlreiche brisante interne Dokumente von Monsanto an die Öffentlichkeit brachte. Als Reaktion auf die Medienberichte bildete die Europäische Kommission im Februar 2018 einen Sonderausschuss, der das EU-Zulassungsverfahren für Pestizide prüfen soll. Die Frage ist, warum die europäischen Regulierungsagenturen an der Behauptung, Glyphosat sei nicht krebsregend, festhielten. Es werden Forderungen nach einer Überarbeitung des Zulassungsverfahrens laut, da dieses den Herstellern zu viel Macht einräumt und bei den beauftragten Experten möglicherweise Interessenkonflikte bestehen. Im Fall von Glyphosat führte auf Wunsch der Produzenten nämlich ausgerechnet Deutschland das Verfahren durch.

Der Bundesrat will die Kettenhaltung von Hunden nicht verbieten

Die am 14. Dezember 2017 von der SP-Nationalrätin Martina Munz eingereichte Motion 17.4171 verlangt ein Verbot der Kettenhaltung bei Hunden.



Martina Munz sieht grossen Handlungsbedarf im Bereich der Ketten- und Zwingerhaltung von Hunden. Die gesetzlichen Grundlagen sind nicht ausreichend, um Hunden, die soziale Wesen mit einem grossen Beschäftigungsbedürfnis sind, ein artgerechtes Leben zu ermöglichen. Die Vorschriften der Tierschutzverordnung (TSchV) sind minimal und deren Einhaltung ist schlecht kontrollierbar.

Gemäss Artikel 71 Absatz 3 TSchV müssen sich angebunden gehaltene Hunde während des Tages mindestens fünf Stunden frei bewegen können. Sie verbringen also den Grossteil ihrer Lebenszeit an einer kurzen Laufkette und in einem meist sehr beschränkten Lebensraum, was nicht artgemäß ist. Martina Munz weist zudem darauf hin, dass die Einhaltung dieser Vorschrift schwer und nicht gerichtsverwertbar zu kontrollieren ist, weil ein Verstoss dagegen nur mit tagelanger ununterbrochener Beobachtung erbracht werden könnte. Sie fordert, dass künftig nur noch das kurzzeitige Anbinden erlaubt sein soll. Ein Verbot der Kettenhaltung würde auch das Konflikt- und Aggressionspotenzial von Hunden reduzieren und wäre somit eine wirkungsvolle Präventionsmaßnahme gegen Beissunfälle.

Der Bundesrat beantragte in seiner Stellungnahme vom 14. Februar 2018 zuhanden des Parlaments die Ablehnung der Motion. Er ist der Auffassung, dass die geltenden, im Jahr 2008 verschärften Vorschriften zur Anbinde- und Zwingerhaltung dem Tierwohl bereits genügend Rechnung tragen. Zudem bedeute eine Bewilligungspflicht für die Zwingerhaltung einen administrativen Mehraufwand für Tierhalter und Behörden. Auf den Hinweis von Martina Munz, die Minimalvorschriften seien nicht durchsetzbar, ging der Bundesrat nicht näher ein.

Die Motion wird demnächst in der zuständigen Nationalratskommission behandelt und von dieser zur Annahme oder Ablehnung empfohlen.



Sanofi-Fabrik wegen Schadstoffausstoss geschlossen

Ein Werk des Pharmakonzerns Sanofi im französischen Departement Pyrénées-Atlantiques musste im Juli 2018 die Produktion aufgrund von Untersuchungen der Umweltorganisation France Nature Environnement einstellen. In der Fabrik wird das Antiepileptikum Depakine hergestellt, das zu Missbildungen oder kognitiven Beeinträchtigungen bei Tausenden Kindern geführt hat, deren Mütter das Medikament während der Schwangerschaft eingenommen hatten. Nun steht das Werk im Verdacht, auch die Gesundheit der eigenen Mitarbeiter und der Anwohner zu gefährden, weil es «enorme Mengen an Schadstoffen» ausstösst.

Ein Bericht, der drei Monate zuvor im Auftrag des Departements Pyrénées-Atlantiques erstellt wurde, hatte bereits eine hohe Umweltgefährdung durch Sanofi festgestellt. Die Fabrik hatte «fünfflüchtige organische Verbindungen» in einer Konzentration von 770'000 mg/m³ statt der «erlaubten 110 mg/m³» ausgestossen und somit den Grenzwert um das 7000-Fache überschritten. Besonders beunruhigend ist die Freisetzung von Brompropan, einem der Wirkstoffen von Depakine, die um das 90'000- bis 190'000-Fache über dem zulässigen Wert lag.

Untätige Behörden

Wie konnte das Werk weiter produzieren, obwohl die Departementsbehörden bereits wussten, dass dieses die Umwelt mit Unmengen von Schadstoffen belastet? Alle ausgestossenen Verbindungen sind Kohlenwasserstoffderivate, die Atembeschwerden verursachen können und potenziell krebsfördernd sind. Gemäss dem Nationalen Institut für Forschung und Sicherheit (INRS) in Frankreich kann Brompropan, dessen Metaboliten im Urin der Fabrikarbeiter nachgewiesen wurden, «die Fruchtbarkeit beeinträchtigen und Kindern im Mutterleib schaden», «starke Reizungen der Augen, Atemwege und der Haut» sowie «Schwindel und Übelkeit» verursachen.

Sanofi auf dem Prüfstand

Der Pharmaproduzent wollte die Probleme mit seiner Fabrik unter den Teppich kehren und informierte die Behörden erst im März 2018, als eine Inspektion anstand. Sanofi kontrollierte immer nur einen der drei Fabrikamine. Dass die andern zwei Kamine gewaltige Schadstoffmengen ausspiessen, blieb somit

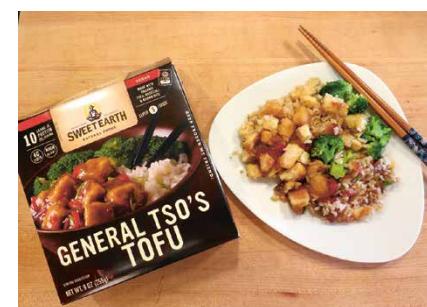
unentdeckt. Dies ist umso schockierender, als das Pharmaunternehmen jedes Jahr Gewinne in Milliardenhöhe einstreicht (2017 waren es 8,5 Milliarden). In einer Medienmitteilung vom 9. Juli 2018 gab Sanofi zu, «ein Problem mit lokalen Grenzwertüberschreitungen von Lösungsmitteldämpfen» zu haben, versicherte aber, die Bevölkerung sei «keiner Überschreitung der gesetzlich festgelegten Grenzwerte ausgesetzt» gewesen. Weiter kündigte das Unternehmen eine interne Untersuchung an, um «die Ursachen und die Entstehungsgeschichte» der Situation zu analysieren.

Am 10. Juli 2018 gewährte der französische Staat Sanofi eine dreimonatige Frist, um die Produktionsbedingungen den Vorgaben anzupassen. Zudem kündigten die Behörden an, unabhängige Labors mit der Entnahme und Analyse von Proben zu beauftragen, um sicherzustellen, dass die Bedingungen erfüllt sind, bevor die Fabrik ihren Betrieb wieder aufnehmen kann.

Neue Ernährungsgewohnheiten

Die Lebensmittelindustrie im Wandel: Produktion von pflanzlichen Eiweißquellen nimmt zu

Videoaufnahmen aus Schlachthöfen und Berichte über Fleischskandale zeigen Wirkung: In mehreren Industrieländern ist der Fleischkonsum zurückgegangen. Vor allem die 18- bis 35-Jährigen haben ihre Ernährungsgewohnheiten geändert. Die Lebensmittelindustrie ist gezwungen, sich diesem neuen Trend anzupassen. Mit einem durchschnittlichen jährlichen Wachstum von 5,5 Prozent (1) dürfte das weltweite Marktvolumen für pflanzliche Proteinquellen bis 2020 auf 13 Milliarden Franken zunehmen. Die ursprünglich auf Milchprodukte spezialisierte Danone-Gruppe hat für über 11 Milliarden Euro das amerikanische Unternehmen WhiteWave und dessen vegane Marke Alpro aufgekauft. Nestlé hat Unternehmen wie die auf vegetarische Produkte spezialisierte Firma Sweet Earth übernommen und gleichzeitig seine eigenen Fleischwarenmarken wie Herta oder Fleury Michon um



fleischlose Alternativen erweitert. Der noch junge Markt für vegane Convenience-Produkte dürfte jährlich um 25 Prozent zulegen und bis 2020 auf 156 Millionen Franken anwachsen.

1) « La filière française des protéines végétales - Panorama et axes de développement des acteurs, perspectives du marché à l'horizon 2020 », étude publiée en juin 2018 par l'institut d'études économique Xerfi https://www.xerfi.com/presentatione-tude/La-filiere-francaise-des-proteines-vegetales_8IAA68

Mémento

Ogni dono conta !

La LSCV non riceve alcuna sovvenzione dai poteri pubblici, ciò che le garantisce una totale indipendenza. A seconda del vostro luogo di residenza, i doni sono generalmente deducibili dalle tasse. Utilizzate il bollettino di versamento nel presente giornale o procedete via e-banking per i vostri doni o quote. Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.--

Se possibile, privilegiate i versamenti tramite ordine di pagamento o e-banking che sono gratuiti. Ogni versamento effettuato in ufficio postale è fatturato dalla Posta tra CHF 1.50 e CHF 3.55.

Un immenso grazie!

Personne di contatto

Avete una domanda relativa alla sperimentazione animale, un progetto da realizzare connesso alla protezione degli animali o al funzionamento della LSCV?

Il nostro Presidente Luc Fournier vi risponderà volentieri! Contattatelo : l.fournier@lscv.ch

Desiderate organizzare azioni, manifestazioni, oppure avete voglia di unirvi ad un gruppo di militanti attivi ?

Per la Svizzera tedesca, contattate (in tedesco) il nostro co-vice Presidente Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Per la Svizzera romanda, contattate (in francese) la nostra segretaria del Comitato Laurianne Nicoulin ed il nostro notre co-vice Presidente Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Avete una domanda amministrativa o di carattere generale, desiderate ottenere il contatto diretto di un membro del Comitato ?

Contattate via mail o allo 022 349 73 37 la nostra segreteria : Laurianne Nicoulin (francese, inglese) o Charly Pache (tedesco), lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.00 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 16.00.



Avete una domanda relativa agli alimenti per cani e gatti non testati sugli animali ?

Contattate petfood@lscv.ch

Avete una domanda relativa alle azioni politiche portate avanti in favore della protezione degli animali in seno al nostro Parlamento federale ? Contattate info@animali-parlemento.ch

I lasciti sono esonerati dalle tasse

La LSCV è riconosciuta di pubblica utilità e i doni e lasciti che riceve non sono tassati fiscalmente.

Avete voglia di venire a trovarci ?

Vi accogliamo con piacere lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.30 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 17.00, nei locali della nostra sede situata a Ginevra :

Indirizzo:
Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Indirizzo postale
LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

In quanto socio ricevete il nostro giornale quattro volte all'anno

Non dimenticate di comunicarci ogni eventuale cambiamento di indirizzo. La Posta ci fattura CHF 2.-- per ogni giornale rinviato al mittente e non comunica più i nuovi indirizzi. Se non ricevete il giornale, non esitate a contattarci! I periodi di distribuzione sono : marzo, giugno, settembre o ottobre, dicembre.

Contribuite alla diffusione delle informazioni

Desiderate distribuire il nostro giornale nelle cassette delle lettere del vostro quartiere o altrove ? Vi invieremo con piacere il numero di copie richiesto.

IMPRINT Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale (LSCV)

La LSCV è stata fondata a Ginevra nel 1883, sulla scia del movimento antivivisezionario sorto in Inghilterra negli anni 1870. La LSCV è un'associazione conforme ai termini dell'articolo 60 del Codice civile svizzero. Il suo funzionamento, la sua attività, i suoi obiettivi, la nomina del suo Comitato e l'utilizzazione dei suoi averi sono fissati dallo statuto dell'associazione, adottato in occasione dell'Assemblea generale dei suoi soci il 30 giugno 1978. La sede della LSCV si trova a Ginevra. Un edificio acquistato nel comune di Thônex vi accoglie i suoi uffici dal 1993. Conformemente all'art.2 del suo Statuto, la LSCV mira all'abolizione totale della « pratica di esperimenti medici, scientifici o commerciali sull'animale vivo ». Si impegna nel « conseguimento su tutto il territorio svizzero, di una legislazione che garantisca la difesa ed il rispetto dei diritti dell'animale », ed a consentire « il miglioramento costante di questa legislazione e controllarne in permanenza l'attuazione ». Promuove ed incoraggia finanziariamente « la messa a punto di nuovi metodi di ricerca scientifica » che consentano l'abolizione della sperimentazione animale. Incoraggia e sostiene particolarmente i metodi detti sostitutivi (o alternativi), che ricorrono a tessuti o cellule umane (modelli *in vitro*) provenienti per esempio da biopsie praticate negli ospedali, o da dati bio-informatici (modelli *in silico*). Ai sensi dell'articolo 19 del suo statuto, la LSCV non persegue alcun scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati unicamente per il conseguimento degli obiettivi prefissati. **Pubblicazione :** Giornale trimestrale. Tranne indicazione contraria, gli articoli sono redatti in francese dalla LSCV e tradotti. **PAO e maquette :** LSCV // **Tipografia :** carta riciclata 80 gm² // **Indirizzo :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Quote e doni

Dalla Svizzera

Conto n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Dall'Europa in EURO

Conto n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Istituto : PostFinance,
Nordring 8,
3030 Bern

Titolare : Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale

Indirizzo : Case postale 148,
1226 Thônex

Libreria caffé LSCV Happy Books

Aperto da lunedì a sabato, dalle 9.00 alle 19.00. Cucina 100% vegan.
Rue Hans-Geiler 2
1700 Friburgo
026 321 12 67
happybooks@lscv.ch

Servizi per i soci

Elenco dei cosmetici non testati sugli animali

Scaricate on-line il nostro elenco aggiornato nella rubrica « cosmetici »

Per riceverlo in forma cartacea, vogliate contattare l'ufficio della LSCV.

Informazione militante

Numerosi flyer, pieghevoli, autoadesivi ed altro materiale informativo possono esservi inviati gratuitamente. Contattateci. Elenco del materiale : rubrica « Edizioni » www.lscv.ch



**ANIMALI RISPETTATI,
MAI MALTRATTATI!
SÌ A ALIMENTI EQUI**

DEL 23 SETTEMBRE 2018

Édito

Care Socie, cari Soci, care amiche e cari amici della Lega, Care lettrici e cari lettori,

E' una magnifica notizia quella che abbiamo ricevuto dalla IPSEN alla fine del mese di agosto. L'annuncio della fine dei test sugli animali per la fabbricazione dei prodotti a base di tossine botuliniche corona di successo diversi anni di campagne portate avanti contro i tre principali produttori di Botox.

Per conseguire il nostro obiettivo principale, ossia l'abolizione della sperimentazione animale sotto tutte le sue forme, possiamo portare avanti diverse azioni in prima linea. Lobbying presso gli eletti e le amministrazioni, il sostegno ed il finanziamento di progetti di ricerca che consentono la sostituzione degli animali nonchè azioni di sensibilizzazione e di informazione presso il pubblico. Per quanto riguarda queste ultime, ci viene spesso chiesto se le nostre petizioni servono veramente a qualcosa. Una petizione redatta male, lanciata senza riflessione o obiettivo preciso può effettivamente essere inutile. Ma il caso della IPSEN ci fa presente che un'azione ben mirata e potenzialmente in grado di toccare gli interessi morali o economici di una società, può essere estremamente efficace. Con pazienza e perseveranza è possibile cambiare una situazione che in partenza sembrava immutabile.

Le prossime settimane dovrebbero portarci altre buone notizie, con la

preparazione insieme ai nostri colleghi dell'OIPA e dell'ATRA, della conferenza prevista all'ONU a sostegno della risoluzione del Parlamento europeo volta a vietare a livello mondiale, tutti i test sugli animali per la produzione di cosmetici.

Il trattamento della nostra iniziativa cantonale « Per un migliore controllo della sperimentazione animale » da parte dei nostri politici rischia di essere meno rallegrante. Una prima audizione della LSCV da parte del Gran Consiglio ginevrino è prevista il 28 settembre. La campagna di votazione, che dovrebbe intervenire nel 2019, necessiterà molte risorse da parte nostra. Non fosse altro che per smentire tutte le bugie che il Consiglio di Stato non esiterà a raccontare alla popolazione.

Sono previste molte altre azioni sul terreno nei prossimi mesi. Non esitate a coinvolgervi al nostro fianco. L'abolizione della sperimentazione animale passerà in particolare dalla presa di coscienza della popolazione che l'abbandono dell'utilizzazione degli animali sarebbe non solo etico ma anche più efficace per la ricerca medica. Per divulgare queste informazioni, abbiamo bisogno di aiuto. Ogni azione, anche piccola, conta.

Vi ringraziamo tutte e tutti di cuore per il vostro aiuto costante. Senza di voi niente sarebbe possibile.

Vi auguriamo
buona lettura e vi
inviamo i nostri più
cordiali saluti.

Luc Fournier
Presidente



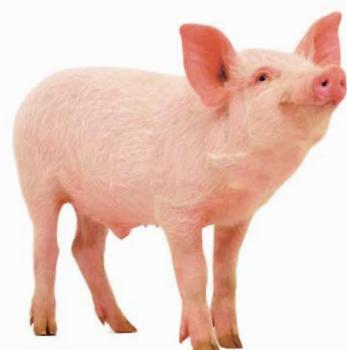
Il 23 settembre, Sì all'iniziativa Fair Food – Per alimenti equi

L'iniziativa tutela veramente il « benessere animale » ?

Non proprio, dato che la nostra legislazione ritiene che le attuali norme di custodia sono rispettose degli animali. Anche per quelli che passano gran parte della loro vita legati. Anche per quelli che saranno uccisi.

Malgrado tutto, dal punto di vista della protezione degli animali, questa iniziativa costituisce un importante passo in avanti. La sua accettazione da parte della popolazione consentirà di evitare l'importazione di carne proveniente da allevamenti in batteria o industriali ancora più miserabili, come quelli praticati in numerosi paesi come il Brasile, gli Stati Uniti, la Cina e gli Stati dell'Unione europea, in particolare per il pollame ed i conigli.

Per questi motivi, non si può che sperare che il Sì sarà maggioritario nelle urne il prossimo 23 settembre.



IPSEN pone fine ai test sugli animali per il Botox

E' una grande notizia che ci ha annunciato il laboratorio farmaceutico IPSEN : il suo test cellulare « Cell-Based Assay » è stato convalidato dalla Svizzera e dall'Unione europea in sostituzione degli animali, per testare i suoi prodotti DYSPORT e AZZALURE.

Questi prodotti a base di tossina botulinica A, distribuiti in Svizzera da una filiale della Nestlé, sono utilizzati in particolare a fini estetici per colmare le rughe del viso. Questa tossina è talmente virulenta che ogni lotto deve essere testato su gruppi di animali, secondo la procedura DL50 (dose letale 50), ossia la dose che uccide il 50% degli animali in atroci sofferenze a seguito di una paralisi muscolare. La loro agonia per soffocamento può durare diversi giorni.

Una campagna di azioni che ha raggiunto l'obiettivo

Questa vittoria ricompensa una decina d'anni di azioni e campagne portate avanti in tutta Europa con i nostri colleghi dell'ECEAE contro le tre principali ditte farmaceutiche che producono Botox : Allergan, Merz e Ipsen.

La prima pharma ad aver sviluppato un test in sostituzione degli animali è stata la ditta Allergan, grazie ad un investimento di 65 milioni di dollari. Il suo test cellulare è stato inizialmente autorizzato nel 2011 per la distribuzione dei suoi prodotti negli Stati Uniti ed in Canada, poi in Svizzera nel gennaio 2012.

Sotto pressione, anche la Merz ha messo a punto un test cellulare nel 2015, oggi convalidato in 36 paesi.

Restava la ditta IPSEN, che, ancora qualche mese fa, si desolava che nel luglio 2018 si avviasse nuovamente « una settimana di azione mirata contro Ipsen ed



il nostro (loro) partner Nestlé (...) tenuto conto dei nostri recenti annunci relativi al nostro test basato sulle cellule ».

IPSEN confermava, il 29 agosto 2018, di aver finalmente ottenuto la validazione del suo test cellulare, e annunciava di proseguire le iniziative presso le autorità normative « in tutto il mondo alfine di ottenere un'approvazione il più presto possibile ».

Grazie ! La vostra mobilitazione ha salvato decine di migliaia di animali da una morte atroce

E' grazie al sostegno di voi tutte e tutti che questo importante risultato è stato ottenuto. La nostra petizione « STOP alla morte lenta e spaventosa di migliaia di animali per i prodotti estetici distribuiti dalla Nestlé ! » deve essere consegnata presso la sede della Nestlé nelle prossime settimane, munita di 60'000 firme. Senza campagne informative pubbliche contro queste pharma, senza petizioni regolarmente organizzate per rilanciare l'interesse dei consumatori su questa tematica, nessuna pharma avrebbe speso milioni di franchi per risparmiare qualche decina di migliaia di animali ogni anno.

Nessuna azione a favore degli animali è inutile !
Grazie di cuore a tutte e tutti per il vostro sostegno costante, senza il quale nulla sarebbe possibile !

Botox
Nos rides valent mieux que des tests cruels sur les animaux

Nullius in verba

Tirage/Auflage/Tiratura: 10'000
JOURNAL // ZEITUNG // GIORNALE
LSCV

L'opuscolo contro l'esperimentazione animale et pour les droits des animaux. Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres. Lega svizzera contro lo sperimentazione animale e per i diritti dell'animale. www.lscv.ch

Dicembre // December // Dicembre 2017



Friburgo - Archiviazione della nostra petizione

Scimmie sotto cocaina all'Università di Friburgo : per una cessazione immediata degli esperimenti!

Il 22 febbraio 2018, la LSCV ha depositato presso la segreteria del Gran Consiglio friburghese le 19'000 firme della sua petizione che chiede la cessazione immediata degli esperimenti condotti su scimmie sotto cocaina presso l'università di Friburgo. E' stata peraltro inviata una lettera al Consigliere di Stato Jean-Pierre Siggen, incaricato della Direzione della pubblica istruzione, della cultura e dello sport.

Nella linea di mira della petizione, seri dubbi su diversi punti della procedura amministrativa, che lasciano pensare che l'autorizzazione non avrebbe dovuto essere rilasciata.

Dati facili da controllare, tanto dai deputati del Gran Consiglio che dal Consiglio di Stato. Sarebbe bastato ottenere copia delle cifre 61 a 63 del formulario di richiesta di sperimentazione animale compilato dal ricercatore. Niente di complicato né problematico, poiché nessuna delle informazioni contenute sotto queste tre cifre è coperta dal segreto della ricerca. Consultare questo documento avrebbe potuto dimostrare due cose:

- 1) la LSCV si sbaglia e la procedura è corretta;
- 2) la LSCV ha ragione. Ed in questo caso, l'esperimento deve essere sospeso, le responsabilità devono essere individuate e vanno allestite misure affinchè questi abusi non si ripetano.

Pour éviter que la possibilité numéro 2 sia resa publique, i deputati del Gran Consiglio ed il Consiglio di Stato hanno imboccato la via scontata: non controllare nulla poiché tutto è perfetto. Posizione di comodo dato che la LSCV non può legalmente obbligare l'Università a rendere pubblico il documento in questione.

va tutto bene. E dato che tutto va bene, il fascicolo è stato chiuso dopo essere stato « *attentamente esaminato in seduta ordinaria* ». La commissione si nasconde dietro « *l'autonomia* » e la « *libertà di insegnamento e di ricerca* », conferite dalla legge cantonale sull'università. E' sempre pratica una legge, soprattutto quando consente di riprendere la siesta. La commissione in un ultimo sforzo, richiama ancora una volta a che punto « *la procedura di autorizzazione di esperimenti su animali quale attuata nel cantone di Friburgo è conosciuta e i requisiti imposti sono particolarmente alti* ». Bel discorso. Infine, la commissione, palesemente senza aver consultato alcun documento, conclude : « *Nessun elemento suggerisce una qualsiasi violazione della procedura nel caso oggetto della vostra petizione (...) e la commissione non può ammettere che la probità e l'etica delle persone coinvolte siano oggetto di sospetti o denigrazioni* ».

Nessuna rimessa in questione delle procedure sperimentali sulle scimmie

Per il Consiglio di Stato friburghese, va tutto bene

Prima risposta ricevuta (1), quella del Consigliere di Stato Jean-Pierre Siggen il 22 marzo 2018. Se il Consigliere di Stato riconosce in preambolo di avere il compito di esercitare « *l'alta vigilanza* » dell'Università, se ne sbarazza adducendo come motivo che l'università usufruisce della « *libertà di insegnamento e di ricerca* ». « *Non spetta a me pronunciarmi sul contenuto scientifico degli esperimenti svolti né sugli approcci metodologici scelti* » aggiunge il Consigliere di Stato. Molto bene, ma tutte queste chiacchieire non rispondono al problema sollevato : la procedura amministrativa che ha condotto al rilascio dell'autorizzazione di svolgere esperimenti su scimmie è stata portata avanti conformemente alla legge? Nessuna risposta pertinente a questo livello. Il Consigliere di Stato non ha voluto indagare troppo. L'unico interesse della lettera ricevuta

risiede nella conferma che la perizia scientifica del progetto non è stata effettivamente condotta dall'FNS (Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica), a cui si riferiva il ricercatore, bensì da « *una fondazione privata, che ha svolto la propria perizia scientifica in totale indipendenza* ». Ah ah. C'è da aspettarsi il peggio. Di piccole fondazioni oscure, ne esistono centinaia. Certe sono addirittura create dai ricercatori stessi. Qual è il nome di questa fondazione? Non lo sapremo.

Anche per il Gran Consiglio friburghese va tutto bene

Il 16 luglio 2018, la LSCV invia un richiamo ai membri della commissione delle petizioni del Gran Consiglio friburghese. Chiediamo di essere sentiti alfine di spiegare a viva voce i punti controversi ed illustrare le fonti cui fa capo la nostra posizione. La commissione ci risponde rapidamente (2) il 19 luglio per dirci che

Quale finalità possibile ?

La legge è quel che è, sicchè è impossibile per la LSCV impegnarsi in una denuncia penale contro autorità o contro l'università, per obbligarle a rendere pubblici i punti controversi. Poichè nè il Consiglio di Stato nè i deputati del Gran Consiglio vogliono agire, questi esperimenti continueranno. Con commissioni alibi cosiddette « *di etica* », composte maggioritariamente da ricercatori e simpatizzanti degli ambienti universitari, ci sono poche probabilità che la situazione cambi. Questi esperimenti, che sono un insulto alla dignità, devono cessare e continueremo a lottare per abolirli.

(1) https://www.lscv.ch/wp-content/uploads/2018/08/2018-03-22-CE-a-LSCV_petition-Fribourg.pdf

(2) <https://www.lscv.ch/wp-content/uploads/2018/08/2018-07-23-Comm-petition-a-LSCV-Fribourg.pdf>



Global ban – Risoluzione del Parlamento europeo

Un divieto globale per porre fine alla sperimentazione animale nel settore dei cosmetici

Adottata il 3 maggio 2018 dal Parlamento europeo con una maggioranza schiaccianiente di 620 voti contro 14, la risoluzione (2017/2922 (RSP) mira ad estendere il divieto vigente nell'Unione europea (UE) della sperimentazione animale per i prodotti cosmetici, all'insieme delle nazioni (1).

In vigore dal 2013 in seno all'UE, il regolamento sui cosmetici vieta non solo i test sugli animali per gli ingredienti che compongono i prodotti, ma anche l'importazione di qualsiasi prodotto che non soddisfa i requisiti della direttiva. Purtroppo il divieto europeo non ha fatto emuli: l'80% dei paesi nel mondo autorizzano tuttora i test sugli animali per i prodotti cosmetici. Si stima che circa 500'000 animali siano utilizzati ogni anno a questo scopo.

Stando ad un'inchiesta Eurobarometre (2) portata avanti nel marzo 2016, l'89% dei cittadini dell'UE ritiene che quest'ultima dovrebbe fare di più a livello internazionale per promuovere una maggiore sensibilizzazione al benessere animale. La risoluzione chiede infatti « che il regolamento sui cosmetici serva da modello per l'introduzione a livello internazionale di un divieto della sperimentazione animale per i cosmetici e di un divieto del commercio internazio-

nale degli ingredienti e prodotti cosmetici testati sugli animali entro il 2023 ».

Per conseguire questo obiettivo, il Parlamento invita la Commissione, il Consiglio, gli Stati membri ed i presidenti delle istituzioni dell'Unione europea, a utilizzare le loro reti diplomatiche nonché ad agire a favore di un divieto globale della sperimentazione animale, nell'ambito di riunioni con i loro omologhi. La risoluzione deve essere trasmessa al Segretario generale delle Nazioni unite in occasione della prossima Assemblea generale dell'ONU.

Il Parlamento invita peraltro la Commissione a coinvolgersi in modo più proattivo con tutte le parti interessate, a cominciare da quelle che sostengono il divieto globale della sperimentazione animale, le ONG ed i rappresentanti della società civile, per facilitare il dialogo sui vantaggi ed i meriti di un divieto internazionale.



Per un sostegno incondizionato della Svizzera alla risoluzione Global ban

Membro dell'ONU dal 2002, la Svizzera deve naturalmente sostenere la risoluzione del Parlamento europeo. La LSCV partecipa attivamente alle azioni di lobbying presso le nostre amministrazioni ed i nostri politici affinché si impegnino su questa strada. E' eticamente inaccettabile che nel 2018, si svolgano tuttora esperimenti sugli animali per prodotti come i cosmetici.

(1) <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2018-0202+0+DOC+XML+V0//FR>

(2) Si tratta di un sondaggio svolto su 1000 persone di ogni paese, realizzato per diversi servizi della Commissione europea o altre istituzioni dell'UE.

LSCV
Legge Svizzera contro la Sperimentazione Animale e per i Diritti dell'animale

OIPA
Organizzazione Internazionale Protezione Animali

ATRA
Associazione Svizzera per l'Abolizione della Vivisezione

ABOLIZIONE DELLA SPERIMENTAZIONE ANIMALE NEL SETTORE DEI COSMETICI
UN DIBATTITO SULLA RISOLUZIONE DEL PARLAMENTO EUROPEO

VEN 16 NOVEMBRE
ORE 10,00 - 18,00
PALAZZO DELLE NAZIONI
UFFICO DELLE NAZIONI UNITE A GINEVRA
PALAIS DES NATIONS
1211 GINEVRA, SVIZZERA

PROGRAMMA

10:00 Massimo Pradella
Organizzazione Internazionale Protezione Animali (OIPA), Presidente OIPA Internazionale
"L'OIPA, scopi e attività. La risoluzione del Parlamento europeo del 3 maggio 2018 va un divieto globale per porre fine alla sperimentazione animale nel settore dei cosmetici"

10:30 Kerry Postlewhite
Cruelty Free International (CFI), Direttore di Relazioni e Impieghi Globali CFI
"La campagna per mettere fine alla sperimentazione animale per i cosmetici europea e poi i scopi"

11:00 Bruno Fedi
Lega Svizzera Contro la Sperimentazione Animale e per i diritti degli animali (LSCV), Rappresentante della LSCV alla Commissione fonduale sulla sperimentazione animale
"Quando il divieto favorisce l'innovazione"

11:30 domande/dibattito

13:00-15:00 pausa pranzo

15:30 Max Molteni
Associazione Svizzera per l'abolizione della vivisezione (ATRA), Presidente ATRA "L'ATRA, scopi e attività. L'importanza delle lette antivivisezionali nelle scienze"

15:30 Tamara Zietek
Medici contro la sperimentazione animale Germania (DAAE), Direttrice scientifica presso DAAE
"Innovazione al posto della sperimentazione animale: studi modelli in-vitro per la ricerca nell'ambito della cosmetica"

16:00 Daniel Favre
Lega Svizzera Contro la Sperimentazione Animale e per i diritti degli animali (LSCV), Rappresentante della LSCV alla Commissione fonduale sulla sperimentazione animale
"Quando il divieto favorisce l'innovazione"

16:30 domande/dibattito

INGRESSO GRATUITO PREVIA PRENOTAZIONE

Link per iscriversi: <https://reg.unog.ch/event/25958/>
Per maggiori informazioni contattare international@oipa.org o alessandro.michienzi@oipa.org

Organizzazione a Ginevra di una conferenza presso l'ONU per sostenere il divieto

Alfine di incitare la Confederazione a sostenere la risoluzione europea presso le Nazioni unite, la LSCV co-organizza insieme alle associazioni OIPA e ATRA, una giornata di conferenze intitolata « Animal Tests Ban for Cosmetics: Debate on a EP's resolution », presso la sede dell'ONU a Ginevra, il 16 novembre 2018. Tra i conferenzieri, si prevede di accogliere, dalle 10 alle 18, Max Pradella (OIPA), Bruno Fedi (LIMAV), Tamara Zietek (Ärzte gegen Tierversuche), Max Molteni (ATRA), Daniel Favre (LSCV) e Kerry Postlewhite (CFI). Le conferenze saranno tradotte simultaneamente in tedesco, francese, italiano e inglese, compresi i dibattiti e le domande che seguiranno le conferenze.

Non esitate ad assistere a questa giornata di conferenze, gratuita ed aperta al pubblico. L'iscrizione via internet, obbligatoria per accedere all'ONU, si effettua sul seguente link: <https://reg.unog.ch/event/25958/>

Video LSCV

Da settembre 2017, Athénaïs Python è incaricata dei nostri due canali video su Youtube, LSCV News e Animaux-Parlement.

LSCV News rende conto delle azioni portate avanti a favore degli animali e Animaux-Parlement (Tier-Parlement) rende conto dei soggetti politici in rapporto con gli animali, che sono trattati dal Parlamento federale e dai cantoni.

Per essere informati dei nuovi video messi on-line, abbonatevi ai nostri canali Youtube !



Ultimi video messi on-line

LSCV news



16.06.18 - Martigny (VS) - Video del Festival d'estate del Rifugio la Bouche qui rit. La LSCV e numerose associazioni di difesa dei diritti degli animali erano presenti, per sostenere una raccolta di fondi per gli animali del rifugio.



19.06.18 - Cernier (NE) - Presentazione del rifugio la Colline aux Lapins.

07.07.18 - Cernier (NE) - Video per la Festa dei 10 anni del rifugio La Colline aux Lapins.

L'inaugurazione ufficiale di questo rifugio didattico dedicato ai conigli e per i

10 anni di attività dell'associazione si è svolta il 7 luglio 2018, a Cernier, sul sito di Evologia. La LSCV vi era presente insieme ad altre organizzazioni di protezione degli animali.



28.07.18 - Berna (BE) - Manifestazione per l'abolizione dell'allevamento (Demo Nutztierhaltung abschaffen), organizzata dall'associazione Tier-im-Fokus.

500 persone hanno preso parte alla manifestazione per reclamare un mondo più giusto ed equalitario per tutti gli esseri viventi, e per la coabitazione tra gli umani e gli altri animali, senza alcuna forma di sfruttamento.

18.08.2018 - Neuchâtel (NE) - Giornata internazionale degli animali senza casa, organizzata da SOS Chats Noirai-gue. Diverse associazioni di protezione animale erano riunite sulla Place Pury a Neuchâtel, per sensibilizzare i passanti sulla situazione tragica della sovrapopolazione ed il maltrattamento degli animali. Gatti, cani, conigli... sono decine di migliaia ad essere abbandonati ogni anno in Svizzera.

Tier Animaux Parlament



05.06.18 - Berna (BE) - Revisione della legge sulla caccia - I lupi, le linci, i castori potranno essere uccisi più facilmente.

Il Consiglio degli Stati ha accettato di ridurre la protezione della fauna in occasione della revisione della legge sulla caccia. Il progetto del Consiglio federale mira a che le specie protette siano più facilmente regolate se rappresentano un rischio di danni o un pericolo concreto per l'uomo. Il lupo non è l'unico animale minacciato dal progetto. Gli interventi di regolazione saranno autorizzati anche per certe specie protette come lo stambecco, il cigno reale, il castoro, la lince. Peraltro i cantoni non saranno obbligati a fornire prove di un danno concreto per poter abbattere un animale protetto.

Intervista della Consigliera federale Doris Leuthard e dei Consiglieri di Stato Didier Berberat (PS-NE), Olivier Français (PLR-VD), Robert Cramer (Verts-GE) e Daniel Jositsch (PS-ZH).



12.06.18 - Berna (BE) - Lancio dell'iniziativa popolare federale contro l'allevamento intensivo in Svizzera, in presenza di numerose organizzazioni di difesa dei diritti degli animali.



26.06.18 - Neuchâtel (NE) - Manifestazione contro la fabbrica di ingrassamento di Coffrane. Oltre 110 persone hanno manifestato in silenzio nella corte del Castello di Neuchâtel, contro la mega fabbrica di ingrassamento situata a Coffrane. Questa struttura potrà accogliere fino a 600 torelli che vi vivranno rinchiusi in box per esservi ingrassati fino al momento di finire al macello.

Statistiche dell'USAV e tanto fumo negli occhi

Statistiche 2017 degli esperimenti sugli animali. Sono stati utilizzati meno animali in laboratorio stando all'USAV. Dormite tranquilli, va tutto bene.

Come ogni anno, l'USAV – il servizio veterinario federale – pubblica le sue statistiche sulla sperimentazione animale in Svizzera. E come ogni anno, l'USAV getta molto abilmente tanto fumo negli occhi. Non è difficile. Ci sono tante cifre e la maggior parte dei giornalisti non hanno tempo di analizzarle. Allora l'USAV pubblica alla loro attenzione un comunicato, facile da riprendere in copia-incolla e da divulgare.

«*Diminuito il numero di animali impiegati*»: è questo il titolo del comunicato dell'USAV del 29 giugno 2018. «*Rispetto al 2008, anno in cui è entrata in vigore la nuova legge sulla protezione degli animali, il numero di animali utilizzati è diminuito di oltre 100 000 unità*».

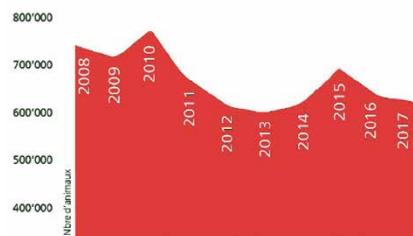
L'USAV ci annuncia dunque nel titolo che sono stati utilizzati meno animali in laboratorio nel 2017. Formalmente, è giusto. 614'581 sono stati utilizzati a scopo di sperimentazione nel 2017, rispetto a 629'773 nel 2016. Complimenti, bello sforzo. 15'192 animali in meno, è davvero formidabile. Tuttavia, per un esperimento la cui validità è di tre anni, l'USAV dimentica di precisare che non è da escludere che questa quindicina di migliaia di animali siano sottoposti ad esperimenti l'anno prossimo.

Ma quello che l'USAV si guarda bene dal comunicare, è l'aumento del numero di animali in livello di gravità 3. Si tratta degli esperimenti più duri, che possono provocare la morte dell'animale. Nel 2017 questo riguardava 17'326 animali, ossia 1'201 in più rispetto al 2016. 3'091 in più rispetto al 2015. E 5'041 in più che nel 2014! Ciò che significa che la violenza dei trattamenti e le sofferenze inflitte agli animali nei nostri laboratori non fanno che aumentare da diversi anni.

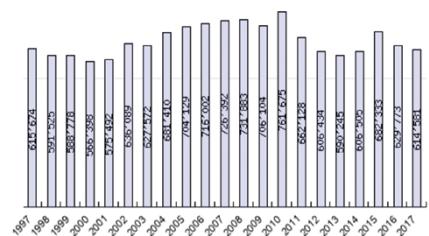
Il comunicato dell'USAV diventa sempre più delirante. L'affermazione secondo cui «*il numero di animali utilizzati è diminuito di oltre 100 000 unità*» dall'entrata in vigore della nuova legge sulla protezione degli animali nel 2008

è sostenuta da un grafico piuttosto minimalista. Il che è probabilmente voluto. Se si paragona in modo lineare l'anno 2008 con i suoi 731'883 animali impiegati per la sperimentazione, al 2017, si osserva effettivamente un calo di circa 100'000 animali. Ma se si fa lo sforzo di andare a consultare il grafico un po' più dettagliato pubblicato sul sito web dell'USAV, si capisce che di fatto è tanto fumo negli occhi, alla stregua dei ricercatori che praticano le pubblicazioni inutili: nessun calo del numero di animali da 10 anni. Addirittura un aumento nel 2017, a fronte del 2012, 2013 e 2014. Bel tentativo. Comunque sia, la nuova legislazione sulla protezione degli animali non ha apportato molti miglioramenti nel campo della sperimentazione animale. Non si vede bene in che modo queste nuove disposizioni potrebbero impattare il numero di animali sottoposti ad esperimenti. Per ridurre il numero di animali nei laboratori, bisogna tagliare i sussidi a queste ricerche, e non emanare disposizioni che aumentano di tre centimetri la dimensione delle gabbie.

Per finire, l'USAV conclude magistralmente: «*Le domande di sperimentazione animale sono valutate da una commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali. Devono stabilire che le sofferenze inflitte all'animale sono controbilanciate da interessi preponderanti per la società*». È vero. L'USAV dimentica però di precisare che come sancito dall'art 34 LPA, il parere della commissione è puramente consultivo. Sicché in generale, le autorità cantonali se ne fanno un baffo.



Qui sopra il grafico minimalista pubblicato dall'USAV nel suo comunicato del 29 giugno 2018, che indica un calo di 100'000 animali nel 2017 «rispetto al 2008, quando è entrata in vigore la nuova legge sulla protezione degli animali».



Qui sopra un altro grafico, anch'esso pubblicato dall'USAV sul suo sito internet. Che ci conferma che si può far dire quello che si vuole ai numeri. Come per esempio che nel 2003 sono stati impiegati 100'000 animali a scopo di sperimentazione in meno «rispetto al 2008, quando è entrata in vigore la nuova legge sulla protezione degli animali».

Anche perchè non esiste alcun diritto di ricorso per queste commissioni. Sarebbe una gran bella cosa se un giorno l'USAV avesse il coraggio di pubblicare cifre che illustrano cosa succede realmente nei laboratori in Svizzera.

<https://www.blv.admin.ch/blv/fr/home/tiere/tierversuche.html>

Lancio della nostra campagna 2018 per la promozione del Faux Gras

Forte del successo presso il pubblico delle nostre precedenti campagne portate avanti in Svizzera romanda nel 2016 e 2017, la LSCV riprenderà quest'autunno, e fino alle feste di fine anno, la campagna contro il foie gras.



2'350 scatole di Faux Gras, delizioso sostituto vegetale alla tortura delle oche ingozzate, sono state ordinate alla GAIA, l'organizzazione belga di protezione degli animali che lo produce. Quest'anno uniamo le nostre forze con l'associazione Stop gavage, che terrà numerosi stand di degustazione del Faux Gras nei cantoni di Vaud, Friburgo, Ginevra e Neuchâtel.

**Desiderate partecipare ad uno o più stand per qualche ora ? Contattate l'ufficio della LSCV.
Abbiamo bisogno di voi!**

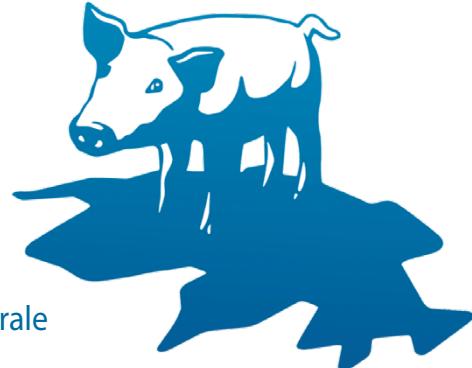
Le date ed i luoghi degli stand saranno indicati via via che riceveremo le autorizzazioni corrispondenti, sulle pagine Facebook LSCV e Stop Gavage.

Potete fin d'ora ordinare il prodotto presso l'ufficio della LSCV al prezzo di CHF 5.00 la scatola, + CHF 7.00 di spese di porto.



Le 2'350 scatole di faux-gras aspettano impazientemente nei nostri uffici il lancio della nostra campagna

Stand Stop Gavage in occasione della nostra manifestazione per l'abolizione della sperimentazione animale il 21 aprile 2018 a Friburgo



Iniziativa popolare federale

No all'allevamento intensivo in Svizzera!

Ogni anno in Svizzera, 50 milioni di animali detti da rendita sono allevati ed uccisi. Allorchè il numero di allevamenti diminuisce anno dopo anno, le aziende agricole esistenti si ingrandiscono e detengono un numero crescente di animali. Questa situazione favorisce lo stress, l'assenza di cure, la sofferenza animale e la sovrmedicazione. Oltre 48'000 kg di antibiotici sono stati venduti negli allevamenti in Svizzera nel 2014 (1). Numerosi animali vivono la maggior parte del tempo legati fino a quando partono al macello. Le condizioni di vita del pollame e dei maiali rinchiusi in hall industriali sono particolarmente sinistre e contrarie al loro benessere.

L'organizzazione svizzera tedesca Sentience Politics ha lanciato, il 12 giugno 2018, l'iniziativa popolare federale «No all'allevamento intensivo in Svizzera (Iniziativa sull'allevamento intensivo)». L'iniziativa vieta l'allevamento intensivo degli animali che sarebbe contrario al benessere animale. Le norme che prescrivono la dimensione degli allevamenti ed il numero di animali saranno definite nel capitolato d'oneri di Bio Suisse nel 2018. Un termine di 25 anni è concesso alle strutture esistenti per conformarsi alle prescrizioni, ciò che è economicamente sopportabile per gli allevatori. I nuovi impianti dovranno essere immediatamente conformi.

La LSCV sostiene questa iniziativa. Vi invitiamo a firmarla a pagina 38 del presente numero ed a rinviarla, anche incompleta, non appena possibile.

Attenzione: è obbligatorio che i firmatari di uno **stesso foglio** siano ufficialmente domiciliati nello **stesso comune**. Se così non è, tutto il foglio è invalidato.

Grazie di cuore!

Informazioni sull'iniziativa o per scaricare altri fogli di firme: <https://massentierhaltung.ch/>



(1) Fachbereich Tierarzneimittel und Antibiotika, Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen/Müntener/Overesch, 2014, S. 16.



Quali sono le novità degli ultimi 3 mesi ?

Le azioni LSCV in breve



Inaugurazione ufficiale del rifugio didattico della Colline aux lapins

Creata nel 2008 a Neuchâtel, l'associazione la Colline aux lapins si dedica specificatamente all'accoglienza, alle cure ed ai collocamenti dei conigli abbandonati.

Perchè i conigli? Perchè questi animali sono forse i più trascurati di tutti gli animali detti da compagnia.

Numerose SPA si occupano meravigliosamente bene dei gatti e dei cani abbandonati. Ma i conigli che vi sono accolti spesso sono relegati in un angolo, in piccole gabbie, e sono rapidamente eutanasiati per far posto ai nuovi abbandoni. Ci sono talmente tanti conigli da adottare nei rifugi che è lecito chiedersi come è possibile che i negozi continuino a venderne così tanti. Si compra un coniglio in un negozio e poco tempo dopo lo si abbandona in un rifugio.

Nel 2016 la Colline aux lapins ha avuto l'opportunità di trasferire il suo rifugio sul magnifico sito di Evologia nel cuore del Val-de-Ruz, situato tra Neuchâtel e la Chaux-de-Fonds. Al centro dei 21 ettari del sito, degli impianti vegetali e parchi dei conigli, il rifugio vi organizza anche corsi di sensibilizzazione e visite per il pubblico.

L'inaugurazione ufficiale del nuovo rifugio didattico si è svolta il 6 e 7 luglio 2018. L'associazione ha inoltre festeggiato i 10 anni di attività. La LSCV, l'ATRA, Stop gavage, la Bouche qui rit, ed altre organizzazioni erano presenti durante tutta la giornata con uno stand informativo.

<http://www.lacollineauxlapins.info/>

Lavori estivi nella sede della LSCV

L'estate è stata l'occasione per organizzare lavori di manutenzione presso la sede ginevrina della LSCV. Ristrutturazione, sabbiatura, pittura... Grazie di cuore a Laurianne Nicoulin per aver pilotato l'insieme dei lavori.



Festival d'estate del rifugio La Bouche qui rit

La LSCV ha tenuto uno stand il 16 giugno 2018, in occasione della festa di sostegno al rifugio La Bouche qui rit. Dal 2014 questo rifugio, situato in Vallese vicino a Martigny, accoglie cavalli, maiali, capre e conigli. Questa associazione, composta da volontari dinamici e coinvolti, svolge un lavoro straordinario, ed è sempre un enorme piacere partecipare ai loro eventi.

<https://labouchequirit.org/>





Piovono torrette di caccia

Otto torrette di caccia sono state ridotte in mille pezzi nel luglio 2018 nella regione di Winterthur (Zurigo). Uno striscione dall'enigmatico titolo « La caccia protegge - La caccia è utile » è stato portato via. Forse per finire in coriandoli.

Si tratta della seconda azione di riciclaggio portata avanti in questo cantone in cinque mesi. L'azione è stata rivendicata su un sito internet da ignoti che si sono congratulati per aver demolito gli impianti « una romantica notte di luna piena ». Il sito pubblica anche istruzioni ingegnose su come distruggere queste torrette. Lo scorso autunno, sono stati distrutti dei ripari che permettono ai cacciatori di sparare di notte sui cinghiali nella bassa pianura del Rodano (VD).

Votazione contro la caccia a Zurigo

La popolazione zurighese sarà chiamata a pronunciarsi il 23 settembre 2018 sull'iniziativa « Guardiacaccia invece di cacciatori ». Lanciata il 20 gennaio 2017 dal Partito svizzero per gli animali (TPS-Tierpartei), è stata depositata il 18 luglio 2018 munita di 7300 firme.



Il testo riprende in gran parte le disposizioni vigenti nel cantone di Ginevra, a seguito del divieto della caccia plebiscitato dal 72% della popolazione nel 1974. La gestione della fauna è di competenza dello Stato. In certi casi, possono essere autorizzati abbattimenti di regolazione, ma eseguiti esclusivamente da impiegati dello Stato. Nel cantone di Ginevra, ciò garantisce che siano effettuati soltanto gli abbattimenti strettamente necessari dato che nessuno si diverte né ha interesse ad uccidere animali. Questi abbattimenti riguardano principalmente i cinghiali. Non vi sono né battute che fanno paura agli animali né animali abbattuti malemente e che agonizzano, nascosti, per interi giorni.

Nel caso zurighese, le probabilità di successo dell'iniziativa sembrano piuttosto scarse. Respinta dal Gran Consiglio zurighese con 165 voti a 0, vi si oppone anche la quasi totalità dei partiti politici, compresi i Verdi. Stando ad uno studio, naturalmente obiettivo ed imparziale svolto dal cantone, l'accettazione dell'iniziativa genererebbe un costo per i contribuenti di 20 milioni di franchi e l'assunzione di 80 - 90 guardiacaccia supplementari. Forti di questo sostegno insperato, i cacciatori zurighesi hanno lanciato la campagna « La caccia protegge - La caccia è utile ». Gli slogan « I cacciatori non sono degli alcolisti » e « I cacciatori amano gli animali » per finire sono stati abbandonati.



Condanna della Monsanto

La delibera afferma che il Roundup è stato « un fattore sostanziale » del cancro di un giardiniere

Sentenza storica quella resa il 10 agosto 2018 negli Stati Uniti dal Tribunale di San Francisco. Condannato ad una multa di 290 milioni di dollari, il gigante dell'agrochimica è accusato di non aver informato della pericolosità del suo prodotto Roundup, un erbicida all'origine del cancro di Dewayne Johnson. Monsanto ha deciso di impugnare questa sentenza, annunciando tramite comunicato la propria intenzione di « *difendere vigorosamente il (proprio) prodotto, utilizzato da quarant'anni senza pericolo* ». Circa 4000 querele contro la Monsanto sono state sportate da privati negli Stati Uniti.

Rischio di abbandono di procedure contro la Monsanto

Rilevata il 7 giugno 2017 dal gigante tedesco della chimica Bayer - celebre dal canto suo per la produzione di insetticidi neonicotinoidi « assassini di api » - quale sarà la responsabilità penale e giuridica della Monsanto una volta ultimato il rilevamento? I prossimi mesi consentiranno di saperne di più, una volta conosciute le condizioni del rilevamento. Ma la Bayer, avendo assorbito gli attivi ed i passivi della Monsanto, non dovrebbe poterne organizzare l'insolvenza. E la sua volontà di fare ricorso tende a dimostrare che Bayer sa di dover pagare cospicui risarcimenti in caso di sconfitta.

A quando il divieto del glifosato?

Questa decisione permetterà forse di rilanciare in Svizzera ed in Europa il dibattito sul divieto del glifosato, principio attivo del Roundup, classificato « cancerogeno probabile » dall'Organizzazione mondiale della sanità (OMS). Malgrado i rischi per la sanità pubblica, l'Unione europea ha deciso nel novembre 2017 di prorogare per cinque anni l'autorizzazione relativa alla vendita di questo erbicida, tuttora il più venduto al mondo. Questa autorizzazione è rinnovabile e, senza modifiche del calendario, sarà riesaminata nel 2023. Dal canto suo il Consiglio fede-



rale dichiarava nel maggio 2018, in risposta ad un postulato della commissione della scienza del Consiglio nazionale, che le concentrazioni in Svizzera sarebbero talmente deboli da non rappresentare il minimo pericolo per la salute del consumatore.

« Monsanto papers »

Le decisioni dell'Ue e del Consiglio federale sono tanto più inspiegabili che a partire dalla primavera 2017, la giustizia americana rendeva pubblici numerosi documenti interni della società Monsanto. In seguito all'utilizzazione di questi documenti da parte dei media, il parlamento europeo ha istituito, nel febbraio 2018, una commissione d'inchiesta ad hoc sui processi di valutazione dei pesticidi. Le agenzie normative come hanno potuto continuare a sostenere che il glifosato non è cancerogeno? Si levano voci per chiedere che vengano rivedute le procedure di autorizzazione, che lasciano troppo potere agli industriali ed ai conflitti di interesse dei periti incaricati. Nel caso del glifosato, il paese scelto dai fabbricanti per svolgere la perizia era ... la Germania.

Il Consiglio federale non vuole vietare la detenzione di cani costantemente legati

Il 14 dicembre 2017, la Consigliera nazionale socialista Martina Munz ha depositato la mozione 17.4171, che chiede il divieto di tenere i cani costantemente legati.



Per Martina Munz, la situazione deve cambiare in materia di detenzione di cani costantemente legati o in canile. Le basi legali non bastano per permettere ai cani, che sono esseri sociali e con grandi bisogni di attività, di condurre una vita quanto più possibile consona ai bisogni della loro specie. Le prescrizioni dell'Ordinanza sulla protezione degli animali (OPAn) sono minimaliste, e la loro osservanza è difficilmente controllabile.

Secondo l'articolo 71, capoverso 3 dell'OPAn, i cani tenuti legati devono potersi muovere liberamente per almeno cinque ore al giorno. Pertanto trascorrono di fatto la maggior parte della loro vita legati ad una catena mobile, in uno spazio confinato ed in condizioni non conformi ai bisogni della loro specie. Martina Munz fa presente che è complicato controllare il rispetto delle prescrizioni e potersene avvalere nell'ambito di un'azione giudiziaria, in quanto ciò richiederebbe da parte delle autorità un monitoraggio ininterrotto per diversi giorni. A suo parere, dovrebbe essere autorizzato tenere i cani legati unicamente per un breve periodo di tempo. Questo divieto sarebbe una misura preventiva efficace, in particolare contro gli incidenti dovuti alle loro morsicature in quanto ridurrebbe il potenziale di conflitto e di aggressività dei cani.

Nella sua risposta indirizzata al Parlamento il 14 febbraio scorso, il Consiglio federale proponeva di respingere la mozione, in quanto a suo parere le prescrizioni sulla pratica di tenere i cani legati o sulla detenzione in canile sono già state insapsite nel 2008 e consentirebbero di tenere sufficientemente in conto il benessere degli animali. Assoggettare la detenzione in canile ad un'autorizzazione implicherebbe peraltro un considerevole onere amministrativo supplementare per i detentori di cani e per l'autorità. Quanto all'osservazione della Consigliera nazionale relativa all'impossibilità di far applicare i minimi legali, il Consiglio federale tace.

La mozione sarà prossimamente dibattuta in seno alla commissione competente del Consiglio nazionale, che deciderà sul seguito da dare.



Chiusura di una fabbrica Sanofi accusata di rigetti pericolosi

La fabbrica della Sanofi, situata in Francia nei Pirenei Atlantici, è stata obbligata, lo scorso luglio, a cessare la produzione in seguito ad analisi svolte dall'associazione France Nature Environnement. Questa fabbrica, che produce il Depakin – conosciuto per essere all'origine di gravi malformazioni e disturbi mentali in migliaia di bambini la cui madre assumeva questo farmaco – è accusata di avvelenare anche gli operai ed i rivieraschi per via delle emissioni nell'atmosfera di « *materie pericolose a tassi astronomici* ».

Un rapporto stilato tre mesi prima su richiesta della Prefettura dei Pirenei Atlantici, aveva già evidenziato il grave pericolo ambientale generato dalla fabbrica Sanofi. Allorchè la fabbrica era autorizzata a scaricare nell'aria « *cinque composti organici volatili entro il limite globale di 110mg/m³* », di fatto ne emetteva 770'000 mg/m³, ossia 7000 volte superiori alla norma autorizzata. Le emissioni di bromopropano, uno dei composti organici del Depakin, erano particolarmente preoccupanti, con superamenti tra 90'000 e 190'000 volte la norma.

Le autorità non agiscono

Questa fabbrica, come ha potuto continuare a funzionare allorchè le autorità dipartimentali erano al corrente delle gravi emissioni scaricate nell'ambiente? Tutti i composti emessi sono derivati da idrocarburi, potenzialmente cancerogeni e suscettibili di generare problemi respiratori. Stando all'Istituto nazionale della ricerca (INRS), il bromopropano, i cui metaboliti sono stati individuati nelle urine degli addetti della fabbrica, può « *nuocere alla fertilità ed al feto* », provocare « *serie irritazioni agli occhi, alle vie respiratorie e cutanee* », « *vertigini e nausea* ».

Sanofi messa in causa

La ditta farmaceutica avrebbe volentieri tacito i malfunzionamenti del suo stabilimento di produzione, trasmettendo queste informazioni alla prefettura soltanto al momento di un'ispezione svolta nel marzo 2018. La fabbrica controllava soltanto una delle

tre ciminiere, mai le altre due che scaricavano enormi quantità di agenti inquinanti nell'aria. La situazione è tanto più scandalosa che la ditta farmaceutica realizza ogni anno miliardi di profitti (8,5 miliardi nel 2017).

In un comunicato del 9 luglio 2018, la Sanofi ha riconosciuto « *un problema di superamento localizzato delle soglie di emissione di vapori di solventi* », assicurando che le popolazioni non erano state « *esposte a livelli superiori alle*

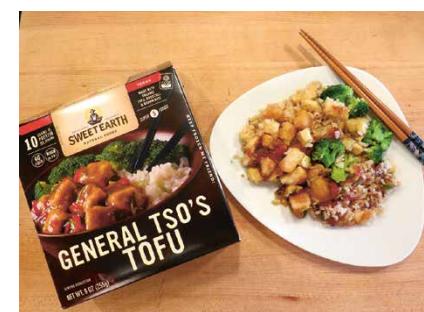
soglie fissate dalla normativa ». Sanofi ha annunciato peraltro di voler indire un'indagine interna per determinare « *le cause e la cronistoria* » della situazione.

Il 10 luglio 2018, lo Stato francese ha impartito un termine di tre mesi alla Sanofi per conformarsi alle normative. Ha peraltro annunciato l'intenzione di affidare a laboratori indipendenti i prelievi e le analisi necessari per assicurarsi che lo stabilimento può riprendere la produzione.

Evoluzione delle abitudini alimentari

Aumento della produzione di proteine vegetali – il settore agroalimentare in piena mutazione.

I video sui macelli e gli scandali alimentari intorno ai prodotti a base di carne cominciano a dare risultati. Il calo del consumo di carne in molti paesi industriali obbliga le industrie ad adattarsi alle nuove modalità di consumo, in particolare dei 18-35 anni. Con un incremento annuo medio del 5,5% del mercato mondiale delle proteine vegetali (1), questo mercato dovrebbe sfiorare i 13 miliardi di franchi nel 2020. Il gruppo Danone, inizialmente specializzato nei latticini, ha sborsato oltre 11 miliardi di euro per rilevare la ditta americana WhiteWave, proprietaria del marchio vegetale Alpro. Quanto a Nestlé non solo rileva ditte come Sweet Earth, specialista dei prodotti vegetariani, ma affianca anche ai suoi marchi di salumi come Herta o Fleury Michon, anche alternative senza carne. Il mercato ancora in erba del catering



vegetale dovrebbe progredire del 25% all'anno per raggiungere i 156 milioni di franchi nel 2020.

1) « *La filière française des protéines végétales - Panorama et axes de développement des acteurs, perspectives du marché à l'horizon 2020* », étude publiée en juin 2018 par l'institut d'études économique Xerfi https://www.xerfi.com/presentatione-tude/La-filiere-francaise-des-proteines-vegetales_8IAA68

Initiative popolare federale:

«No all'allevamento intensivo in Svizzera (Iniziativa sull'allevamento intensivo)»

Pubblicata nel Foglio federale il 12.06.2018



SENTIENCE
POLITICS

I cittadini e le cittadine svizzeri sottoscritti aventi diritto di voto chiedono, in virtù degli articoli 34, 136, 139 e 194 della Costituzione federale e conformemente alla legge federale del 17 dicembre 1976 sui diritti politici (art. 68segg.) che:

La Costituzione federale^[1] sia modificata come segue:

Art. 80a Detenzione di animali a scopo agricolo

¹ La Confederazione tutela la dignità dell'animale nell'ambito della detenzione a scopo agricolo. La dignità dell'animale include il diritto di non essere oggetto di allevamento intensivo.

² L'allevamento intensivo consiste nell'allevamento industriale finalizzato alla produzione più efficiente possibile di prodotti animali, nell'ambito del quale il benessere degli animali è lesso sistematicamente.

³ La Confederazione stabilisce criteri riguardanti in particolare il ricovero e la cura rispettosi dell'animale, l'accesso a spazi esterni, la macellazione e le dimensioni massime del gruppo per stalla.

⁴ La Confederazione emana prescrizioni sull'importazione di animali e di prodotti animali a fini alimentari che tengono conto del presente articolo.

Art. 197 n. 12^[2]

12. Disposizione transitoria dell'art. 80a (Detenzione di animali a scopo agricolo)

¹ Le disposizioni d'esecuzione relative alla detenzione di animali a scopo agricolo secondo l'articolo 80a possono prevedere termini transitori di 25 anni al massimo.

² La legislazione d'esecuzione deve stabilire requisiti relativi alla dignità dell'animale che corrispondono almeno a quelli delle direttive Bio Suisse 2018^[3].

³ Se entro tre anni dall'accettazione dell'articolo 80a la legislazione d'esecuzione non è entrata in vigore, il Consiglio federale emana provvisoriamente le disposizioni d'esecuzione mediante ordinanza.

[1] RS 101

[2] Il numero definitivo della presente disposizione transitoria sarà stabilito dalla Cancelleria federale dopo la votazione popolare.

[3] Le direttive di Bio Suisse per la produzione, la trasformazione e il commercio di prodotti Gemma, versione del 1º gennaio 2018, sono consultabili al seguente indirizzo Internet: www.bio-suisse.ch.

Sulla presente lista possono firmare solo cittadini aventi diritto di voto in materia federale di un Comune indicato. Chi appoggia la domanda deve firmarla personalmente.

Chiunque si renda colpevole di corruzione attiva o passiva oppure alteri il risultato della raccolta delle firme è perseguitabile per legge, ai sensi dell'art. 281 risp. dell'art. 282 del Codice penale svizzero.

Cantone:		Nap:	Comune politico:		
Nº	Cognome/Nomi (di proprio pugno e possibilmente in stampatello)	Data di nascita (giorno/mese/anno)	Indirizzo postale (via e numero)	Firma autografa	Controllo (Lasciare in bianco)
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					

Termine della raccolta delle firme: 12.12.2019

Il comitato d'iniziativa, composto dai seguenti promotori, è autorizzato a ritirare la presente iniziativa con decisione presa dalla maggioranza assoluta dei suoi membri aventi ancora diritto di voto:

Gabrielle Brunner, 4052, Basel, Luftmattstrasse 32; Noëmi Erig, 8004, Zürich, Hohlstrasse 204; Marcela Frei, 9205, Waldkirch, Ronwil 257; Bastien Girod, Nationalrat, 8005, Zürich, Ackerstrasse 44; Nadja Gruber, 4052, Basel, Engelgasse 65; Thomas Gröbly, 5400, Baden, Burghaldenstrasse 5; Sarah Heiligtag, 8132, Egg, Güetlistrasse 45; Verena Hofer, 8309, Nürndorf, Breitenloostrasse 6; Philipp Hoppen, 3007, Bern, Sulgenrain 22; Hans-Ulrich Huber, 8479, Altikon, Büelhüsli 1; Pablo Labhardt, 8052, Zürich, Felsenrainstrasse 82; Ivo Mändli, 8032, Zürich, Sempacherstrasse 33; Adrian Marmy, 4057, Basel, Oetlingerstrasse 47; Céline Müller 6004, Luzern, Fluhmattstrasse 52; Raphael Neuburger, 8006, Zürich, Huttenstrasse 22; Kim Rösner, 8037, Zürich, Breitensteinstrasse 82a; Philipp Ryf, 8057, Zürich, Schafhauserstrasse 133; Valentin Salzgeber, 4058, Basel, Grenzacherstrasse 82; Meret Schneider, 8610 Uster, Brunnenstrasse 1; Mike Stadelmann, 8037, Zürich, Breitensteinstrasse 82a; Katerina Stoykova, 8004, Zürich, Baslerstrasse 2; Fabien Truffer, 1800, Vevey, Rue du Jura 2; Reto Walther, 8050, Zürich, Tramstrasse 26; Vera Weber, 3011, Bern, Gerberngasse 5; Yasmine Wenk, 8716, Schmerikon, Mühlgraben 5; Markus Wild, 4495, Zeglingen, Wenslingerstrasse 7

Il/la funzionario/a sottoscritto/a certifica che i _____ (numero) firmatari della iniziativa popolare i cui nominativi figurano qui sopra hanno il diritto di voto in materia federale nel comune summenzionato e vi esercitano i loro diritti politici.

Luogo: _____ Firma autografa: _____

Data: _____ Qualità ufficiale: _____

Bollo ufficiale:

Initiative populaire fédérale:

«Non à l'élevage intensif en Suisse

(initiative sur l'élevage intensif)»

Publiée dans la Feuille fédérale le 12.06.2018



SENTIENCE
POLITICS

Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la Constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s.) que:

La Constitution^[1] est modifiée comme suit:

Art. 80a Garde d'animaux à des fins agricoles

¹ La Confédération protège la dignité de l'animal dans le domaine de la garde d'animaux à des fins agricoles. La dignité de l'animal comprend le droit de ne pas faire l'objet d'un élevage intensif.

² L'élevage intensif désigne l'élevage industriel visant à rendre la production de produits d'origine animale la plus efficace possible et portant systématiquement atteinte au bien-être des animaux.

³ La Confédération fixe les critères relatifs notamment à un hébergement et à des soins respectueux des animaux, à l'accès à l'extérieur, à l'abattage et à la taille maximale des groupes par étable.

⁴ Elle édicte des dispositions sur l'importation d'animaux et de produits d'origine animale à des fins alimentaires qui tiennent compte du présent article.

Art. 197 ch. 12^[2]

12. Disposition transitoire ad art. 80a (Garde d'animaux à des fins agricoles)

¹ Les dispositions d'exécution relatives à la garde d'animaux à des fins agricoles visée à l'art. 80a peuvent prévoir des délais transitoires de 25 ans au plus.

² La législation d'exécution doit fixer des exigences relatives à la dignité de l'animal qui correspondent au moins à celles du Cahier des charges 2018 de Bio Suisse.^[3]

³ Si la législation d'exécution n'est pas entrée en vigueur dans les trois ans à compter de l'acceptation de l'art. 80a, le Conseil fédéral édicte provisoirement les dispositions d'exécution par voie d'ordonnance.

[1] RS 101

[2] Le numéro définitif de la présente disposition transitoire sera fixé par la Chancellerie fédérale après le scrutin.

[3] Cahier des charges de Bio Suisse pour la production, la transformation et le commerce des produits Bourgeon, version du 1er janvier 2018, disponible sous www.bio-suisse.ch.

Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main.

Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Canton		N° postal	Commune politique		
Nº	Nom/Prénoms (écrire de sa propre main et si possible en majuscules!)	Date de naissance (jour/mois/année)	Adresse exacte (rue et numéro)	Signature manuscrite	Contrôle (laisser en blanc)
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					

Expiration du délai imparti pour la récolte des signatures: 12.12.2019

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote:

Gabrielle Brunner, 4052, Basel, Luftmattstrasse 32; Noëmi Erig, 8004, Zürich, Hohlstrasse 204; Marcela Frei, 9205, Waldkirch, Ronwil 257; Bastien Girod, Nationalrat, 8005, Zürich, Ackerstrasse 44; Nadja Gruber, 4052, Basel, Engelgasse 65; Thomas Gröbly, 5400, Baden, Burghaldenstrasse 5; Sarah Heilitag, 8132, Egg, Güetlistrasse 45; Verena Hofer, 8309, Nürensdorf, Breitenloostrasse 6; Philipp Hoppen, 3007, Bern, Sulgenrain 22; Hans-Ulrich Huber, 8479, Altikon, Büelhusli 1; Pablo Labhardt, 8052, Zürich, Felsenrainstrasse 82; Ivo Mändli, 8032, Zürich, Sempacherstrasse 33; Adrian Marmy, 4057, Basel, Oetlingerstrasse 47; Céline Müller 6004, Luzern, Fluhmattstrasse 52; Raphael Neuburger, 8006, Zürich, Huttenstrasse 22; Kim Rösner, 8037, Zürich, Breitensteinstrasse 82a; Philipp Ryf, 8057, Zürich, Schaffhauserstrasse 133; Valentin Salzgeber, 4058, Basel, Grenzacherstrasse 82; Meret Schneider, 8610 Uster, Brunnenstrasse 1; Mike Stadelmann, 8037, Zürich, Breitensteinstrasse 82a; Katerina Stoykova, 8004, Zürich, Baslerstrasse 2; Fabien Truffer, 1800, Vevey, Rue du Jura 2; Reto Walther, 8050, Zürich, Tramstrasse 26; Vera Weber, 3011, Bern, Gerberngasse 5; Yasmine Wenk, 8716, Schmerikon, Mühlgraben 5; Markus Wild, 4495, Zeglingen, Wenslingerstrasse 7

Le / La fonctionnaire soussigné / e certifie que les _____ (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Lieu: _____ Signature manuscrite: _____

Date: _____ Fonction officielle: _____

Sceau:

Eidgenössische Volksinitiative:

«Keine Massentierhaltung in der Schweiz (Massentierhaltungsinitiative)»



SENTIENCE
POLITICS

Im Bundesblatt veröffentlicht am 12.06.2018

Die unterzeichneten stimmberechtigten Schweizer Bürgerinnen und Bürger stellen hiermit gestützt auf Art. 34, 136, 139 und 194 der Bundesverfassung und nach dem Bundesgesetz vom 17. Dezember 1976 über die politischen Rechte, Art. 68ff., folgendes Begehr:

Die Bundesverfassung^[1] wird wie folgt geändert:

Art. 80a Landwirtschaftliche Tierhaltung

¹ Der Bund schützt die Würde des Tieres in der landwirtschaftlichen Tierhaltung. Die Tierwürde umfasst den Anspruch, nicht in Massentierhaltung zu leben.

² Massentierhaltung bezeichnet die industrielle Tierhaltung zur möglichst effizienten Gewinnung tierischer Erzeugnisse, bei der das Tierwohl systematisch verletzt wird.

³ Der Bund legt Kriterien insbesondere für eine tierfreundliche Unterbringung und Pflege, den Zugang ins Freie, die Schlachtung und die maximale Gruppengröße je Stall fest.

⁴ Er erlässt Vorschriften über die Einfuhr von Tieren und tierischen Erzeugnissen zu Ernährungszwecken, die diesem Artikel Rechnung tragen.

Art. 197 Ziff. 12^[2]

12. Übergangsbestimmungen zu Art. 80a (Landwirtschaftliche Tierhaltung)

¹ Die Ausführungsbestimmungen zur landwirtschaftlichen Tierhaltung gemäss Artikel 80a können Übergangsfristen von maximal 25 Jahren vorsehen.

² Die Ausführungsgesetzgebung muss bezüglich Würde des Tiers Anforderungen festlegen, die mindestens den Anforderungen der Bio-Suisse-Richtlinien 2018^[3] entsprechen.

³ Ist die Ausführungsgesetzgebung zu Artikel 80a nach dessen Annahme nicht innert drei Jahren in Kraft getreten, so erlässt der Bundesrat die Ausführungsbestimmungen vorübergehend auf dem Verordnungsweg.

[1] SR 101

[2] Die endgültige Ziffer dieser Übergangsbestimmungen wird nach der Volksabstimmung von der Bundeskanzlei festgelegt.

[3] Richtlinien der Bio Suisse für die Erzeugung, Verarbeitung und den Handel von Knospe-Produkten, Fassung vom 1. Januar 2018, abrufbar unter www.bio-suisse.ch.

Auf dieser Liste können nur Stimmberechtigte unterzeichnen, die in der genannten politischen Gemeinde in eidgenössischen Angelegenheiten stimmberechtigt sind. Bürgerinnen und Bürger, die das Begehr unterstützen, mögen es handschriftlich unterzeichnen.

Wer bei einer Unterschriftensammlung besticht oder sich bestechen lässt oder wer das Ergebnis einer Unterschriftensammlung für eine Volksinitiative fälscht, macht sich strafbar nach Art. 281 beziehungsweise nach Art. 282 des Strafgesetzbuches.

Kanton		PLZ	Politische Gemeinde		
Nr.	Name/Vorname (eigenhändig und möglichst in Blockschrift)	Geburtsdatum (Tag/Monat/Jahr)	Wohnadresse (Strasse und Hausnummer)	Eigenhändige Unterschrift	Kontrolle (leer lassen)
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					

Ablauf der Sammelfrist: 12.12.2019

Das Initiativkomitee, bestehend aus nachstehenden Urheberinnen und Urhebern, ist berechtigt, diese Volksinitiative mit absoluter Mehrheit der noch stimmberechtigten Mitglieder zurückzuziehen:

Gabrielle Brunner, 4052, Basel, Luftmattstrasse 32; Noëmi Erig, 8004, Zürich, Hohlstrasse 204; Marcela Frei, 9205, Waldkirch, Ronwil 257; Bastien Girod, Nationalrat, 8005, Zürich, Ackerstrasse 44; Nadja Graber, 4052, Basel, Engelgasse 65; Thomas Gröbly, 5400, Baden, Burghaldenstrasse 5; Sarah Heiligtag, 8132, Egg, Güetlistrasse 45; Verena Hofer, 8309, Nürensdorf, Breitenloostrasse 6; Philipp Hoppen, 3007, Bern, Sulgenrain 22; Hans-Ulrich Huber, 8479, Altikon, Bühlhusli 1; Pablo Labhardt, 8052, Zürich, Felsenrainstrasse 82; Ivo Mändli, 8032, Zürich, Sempacherstrasse 33; Adrian Marmy, 4057, Basel, Oetlingerstrasse 47; Céline Müller 6004, Luzern, Fluhmattstrasse 52; Raphael Neuburger, 8006, Zürich, Hüttenstrasse 22; Kim Rösner, 8037, Zürich, Breitensteinstrasse 82a; Philipp Ryl, 8057, Zürich, Schaffhauserstrasse 133; Valentin Salzgeber, 4058, Basel, Grenzacherstrasse 82; Meret Schneider, 8610 Uster, Brunnenstrasse 1; Mike Stadelmann, 8037, Zürich, Breitensteinstrasse 82a; Katerina Stoykova, 8004, Zürich, Baslerstrasse 2; Fabien Truffer, 1800, Vevey, Rue du Jura 2; Reto Walther, 8050, Zürich, Tramstrasse 26; Vera Weber, 3011, Bern, Gerberngasse 5; Yasmine Wenk, 8716, Schmerikon, Mühlegraben 5; Markus Wild, 4495, Zeglingen, Wenslingerstrasse 7

Die unterzeichnete Amtsperson bescheinigt hiermit, dass obenstehende _____ (Anzahl) Unterzeichnerinnen und Unterzeichner der Volksinitiative in eidgenössischen Angelegenheiten stimmberechtigt sind und ihre politischen Rechte in der erwähnten Gemeinde ausüben.

Ort: _____

Eigenhändige Unterschrift: _____

Datum: _____

Amtliche Eigenschaft: _____

Amtsstempel: _____